



Assemblée générale

Soixante-douzième session

4^e séance plénière

Mardi 19 septembre 2017, à 12 h 5
New York

Documents officiels

Président : M. Lajčák (Slovaquie)

*En l'absence du Président, M. Hilale (Maroc),
Vice-Président, assume la présidence.*

La séance est ouverte à 12 h 5.

Allocution de M^{me} Ellen Johnson-Sirleaf, Présidente de la République du Libéria

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République du Libéria.

M^{me} Ellen Johnson-Sirleaf, Présidente de la République du Libéria, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M^{me} Ellen Johnson-Sirleaf, Présidente de la République du Libéria, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

La Présidente Johnson-Sirleaf (*parle en anglais*) : La soixante-douzième session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies se tient à un moment de transition historique au Libéria et durant une période de profonds défis à l'ordre mondial. Nous faisons face aujourd'hui à la menace des changements climatiques, à la violence du terrorisme, aux risques et à l'indignité qui entourent les migrations et à une escalade nucléaire sur la péninsule coréenne. Il y a, de plus, une course contre la montre qui se joue pour répondre aux besoins d'une population jeune et impatiente en quête de perspectives et d'un avenir meilleur.

Je tiens à féliciter le Secrétaire général de son élection. Son leadership progressiste et créatif nous donne pleinement confiance quant à son engagement et à son action en vue de réformer l'Organisation des Nations Unies pour la rendre plus efficace, améliorer la coordination et assurer la parité entre les sexes d'ici à 2021 à l'échelon des hauts responsables. Ma délégation se félicite par ailleurs des premières mesures qui ont été prises en vue de la réalisation des objectifs de développement durable.

Je tiens également à féliciter M. Miroslav Lajčák pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-douzième session. Nous sommes confiants qu'il dirigera efficacement les travaux de l'Assemblée à la présente session grâce à sa vaste expérience et à ses solides compétences diplomatiques. Il peut compter sur l'entière coopération et le plein appui de la délégation libérienne.

Je voudrais en outre rendre hommage à M. Peter Thomson, des Fidji, pour la façon dont il a dirigé les travaux de l'Assemblée durant l'année écoulée, marquée par le lancement du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la tenue de la première Conférence sur les océans, qui a été couronnée de succès.

Notre thème pour cette année est « Priorité à l'être humain : paix et vie décente pour tous sur une planète préservée », qui fait écho, fort à propos, à des aspirations universelles. J'espère qu'à la fin de nos délibérations, nous allons forger un consensus et renouveler notre engagement en tant que dirigeants à transformer la vie

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

17-29123(F)



Document adapté

Merci de recycler



de nos peuples et à assumer nos responsabilités envers notre planète. L'action de l'ONU n'a jamais été aussi importante qu'aujourd'hui, pour la quête de la paix et pour le maintien de la stabilité mondiale.

Par sa Charte et ses buts, l'Organisation des Nations Unies représente toujours le génie de notre capacité collective à vivre ensemble dans la paix et l'harmonie. Elle offre toujours de grands espoirs à un monde en difficulté. Les Libériens peuvent témoigner de cette vérité et sont reconnaissants envers l'ONU et tous ses organes et organismes, pour leurs interventions essentielles en matière de sécurité et leur appui continu au relèvement et aux aspirations démocratiques du Libéria.

Il y a 11 ans, en septembre 2006, j'ai pris la parole devant l'Assemblée (voir A/61/PV.11) en ma qualité de Présidente nouvellement élue de la République du Libéria et en tant que première femme à être élue démocratiquement comme chef d'État sur le continent africain. Quand je m'adresse aux femmes en Afrique et ailleurs dans le monde, je me sens profondément touchée de constater que mon expérience est une source d'inspiration. La prochaine génération sera celle des femmes.

Aujourd'hui, je prends la parole devant l'Assemblée pour la dernière fois car j'arrive au terme de mon second mandat. Le Libéria n'est qu'à 22 jours d'élections législatives et présidentielle historiques. Ce sera la première fois en 73 ans que le pouvoir politique sera transmis pacifiquement et démocratiquement d'un dirigeant élu à un autre. Cela permettra à la prochaine génération de Libériens de guider le pays vers l'avenir.

Ces élections seront un symbole de la voie sur laquelle le Libéria s'est engagé de manière irréversible pour consolider sa jeune démocratie après le conflit. La démocratie est en marche au Libéria et, j'en suis convaincue, en train d'avancer irréversiblement sur le continent africain. Je remercie tous nos partenaires qui ont apporté des contributions importantes – financières et en nature – pour que les élections se déroulent dans le calme, ainsi que les organisations qui déploieront des missions d'observation pour attester de l'intégrité du processus électoral.

J'ai pris mes fonctions après 25 ans qui ont vu un recul du développement, une situation qui a été aggravée par une guerre civile de 15 ans. Nous avons fait des progrès considérables et jeté les bases du prochain gouvernement démocratique. Nous avons restructuré les

forces armées du Libéria et la Police nationale libérienne et nous avons professionnalisé nos services de douane et d'immigration et les garde-côtes du Libéria, une unité de taille modeste. Nous sommes fiers d'annoncer que depuis le transfert officiel des responsabilités en matière de sécurité à notre gouvernement, la stabilité, la paix et la sécurité règnent au Libéria.

Nous avons transformé notre économie, passant d'un taux de croissance négatif à un taux de croissance de plus de 8,7 % en 2013, jusqu'à ce que notre reprise économique soit ralentie par la crise qui a frappé le secteur de la santé et par la chute des prix des produits de base. Le Libéria a su faire face à cette situation. Nous sommes résilients. Nous avons décidé de diversifier notre économie. Aujourd'hui, nous mettons l'accent sur le renforcement du secteur agricole pour créer de la valeur ajoutée et sur le développement des infrastructures, en donnant la priorité aux routes et à l'énergie afin de promouvoir l'industrialisation.

Les institutions publiques, jadis dysfonctionnelles, peuvent maintenant répondre aux besoins de nos citoyens grâce à la décentralisation des services au niveau des comtés, avec une forte appropriation par les administrations locales. En outre, après la crise tragique que nous avons connue en matière de santé, nous sommes en train de renforcer nos systèmes de soins de santé, en donnant la priorité à la prévention et en dotant les communautés des capacités nécessaires. Ces mesures ont des effets tangibles. L'espérance de vie est passé d'un niveau très bas – 47 ans – à un niveau prometteur – 62 ans –, et le taux de décès maternels a été réduit de 1 400 à 1 100, soit une réduction annuelle de 3,4 %. Le taux de pauvreté est passé de 63,8 % en 2007 à 50,9 % en 2016.

Les infrastructures ont été réparées et remises en état, et nous continuons de restaurer les routes endommagées et d'en construire de nouvelles. Grâce aux progrès réalisés en matière d'approvisionnement en électricité et en eau potable et sur le plan de la technologie, les villes et les villages sont animés d'une nouvelle vie. On peut désormais recevoir des messages vocaux et de données par téléphone et au moyen d'appareils mobiles sur pratiquement tout le territoire national, à des prix très compétitifs.

Le Libéria a tiré profit des avantages du multilatéralisme grâce à l'appui sans faille qu'il a reçu de l'ONU, de l'Union africaine et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le Libéria, qui était un État paria, a

progressivement regagné la confiance d'autres pays, jusqu'à assumer des fonctions de direction au sein d'instances régionales – notamment la CEDEAO et l'Union du fleuve Mano.

J'ai personnellement eu le privilège de jouer un rôle dans la formulation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en qualité de Coprésidente du Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015, mis en place par l'ancien Secrétaire général, M. Ban Ki-Moon. J'ai par ailleurs contribué à la définition de la Position commune africaine en ma qualité de Présidente du Comité de haut niveau de l'Union africaine.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur la transformation du Libéria après le conflit – comment nous avons autonomisé les citoyens ordinaires et comment nous leur avons inculqué un sentiment partagé de citoyenneté, en donnant aux femmes, notamment les femmes rurales et les femmes qui vendent leurs produits au marché, le droit de se faire entendre. Nous avons continué à transformer les systèmes de santé et d'éducation et à cultiver l'esprit d'entreprise chez nos jeunes, nos médias dynamiques et notre société civile. Nous sommes en train de créer des couloirs transfrontaliers de développement pour améliorer le commerce régional, et de renforcer l'état de droit pour lutter contre les atteintes systémiques à l'intégrité. Au Libéria, nous assistons à l'émergence d'une communauté artistique au lendemain du conflit dans le domaine de la musique, du hip-hop, de la peinture, de la poésie, de la narration et de la mode.

Le Libéria a fait des progrès considérables. Nous n'aurions pas pu accomplir tout cela sans l'Organisation : son leadership politique, son appui généreux au développement économique, ses contributions humanitaires et surtout, le rétablissement de la stabilité et de la sécurité dans notre pays grâce à l'action de la Mission des Nations Unies au Libéria.

Je vous félicite, Monsieur le Président, ainsi que vos prédécesseurs, les États Membres et les fonctionnaires de l'ONU partout dans le monde qui se sont sacrifiés pour que nous puissions voir la toute première génération d'enfants d'âge scolaire grandir dans un environnement de paix, exempt de violence et de conflit civil. La transformation du Libéria a été mise en marche par une communauté internationale qui a pris l'engagement partagé de ramener la paix dans un pays et dans une sous-région en proie au conflit civil et à la déstabilisation transfrontière. L'ONU et ses nations

partenaires étaient animées du même esprit, et c'est de cette unité mondiale qu'est né le nouvel État libérien démocratique. Le Libéria est le récit d'une expérience réussie d'après-conflit. C'est aussi pour l'Organisation un cas exemplaire de réussite au lendemain d'un conflit.

Aujourd'hui, je dis adieu à l'Assemblée et à mes pairs chefs d'État, mais auparavant je voudrais partager quelques pensées.

Premièrement, il faut vous rappeler que le Libéria déploie des efforts colossaux pour appliquer les principes démocratiques. Pensons seulement aux vies qui ont été sauvées, à la richesse qui a été créée, à la stabilité qui a été assurée parce que cet organe mondial a fait montre de leadership à une époque de grande incertitude dans notre sous-région et dans le pays. Je demande aux États Membres de l'ONU de continuer de faire montre de leadership, de diffuser les valeurs de la démocratie, des droits de l'homme et de la bonne gouvernance, tout en renforçant la solidarité aux fins de la transformation économique et de la résilience sociale. C'est souvent durant les transitions que de grands leaders émergent et que les institutions se renforcent.

Deuxièmement, je me rappelle qu'à sa soixante-dixième session, soit il y a de cela deux ans, l'Assemblée a adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030, incluant 17 objectifs qui résument l'aspiration des États Membres à éradiquer la pauvreté et à réduire, si ce n'est éliminer, les inégalités dans et entre les pays. Notre détermination à atteindre ces objectifs doit être sans faille, car le progrès dans ce domaine est inextricablement lié à la cessation des conflits et la pérennisation de la paix.

Troisièmement, on n'a pas encore vraiment progressé dans l'action que nous menons pour réformer le Conseil de sécurité afin de le rendre plus adapté aux réalités mondiales actuelles. L'appel à cette réforme doit continuer de résonner encore plus fort jusqu'à ce qu'il y soit répondu. Les vues de l'Afrique sont bien énoncées dans le Consensus d'Ezulweni. Aujourd'hui, les nations africaines contribuent à des organes régionaux et sous-régionaux robustes, qui sont en train d'évoluer – adoptant des mesures pour assurer et préserver la paix et la sécurité, tout en renforçant l'intégration économique.

L'ONU, en tant que l'organisation mondiale prééminente, doit aussi continuer d'évoluer pour servir plus efficacement les intérêts communs de tous les États Membres. Elle doit continuer de montrer la voie à suivre. C'est entre ses mains compétentes que résident

l'espoir et les aspirations à un monde plus juste, plus pacifique et plus humain, pour le bien de nos peuples et de notre planète.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République du Libéria de l'allocution qu'elle vient de prononcer.

M^{me} Ellen Johnson-Sirleaf, Présidente de la République du Libéria, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Emmanuel Macron, Président de la République française

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République française.

M. Emmanuel Macron, Président de la République française, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Emmanuel Macron, Président de la République française, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Macron : Si j'ai aujourd'hui le privilège de m'exprimer devant l'Assemblée générale, je sais à qui je le dois. Je le dois à tous ceux qui, voici un peu plus de 70, se sont levés contre un régime barbare qui s'était emparé de mon pays, la France. Je le dois aux nations qui ont entendu le cri de ces résistants et qui, d'Amérique, d'Afrique, d'Océanie, d'Asie ont, vers les côtes françaises, envoyé à leur secours leurs filles et leurs fils. Ils ne savaient pas tous ce qu'était la France, mais ils savaient que la défaite de la France était aussi la défaite d'idéaux qu'ils partageaient, dont ils étaient fiers et pour lesquels ils étaient prêts à mourir. Ils savaient que leur liberté et leurs valeurs dépendaient de la liberté d'autres femmes, d'autres hommes vivant à des milliers de kilomètres d'eux.

Je le dois à ceux qui, la guerre finie, ont osé la réconciliation et ont reconstruit un nouvel ordre international. À ceux qui, comme René Cassin, ont compris que les droits de l'homme étaient au cœur de la légitimité internationale. À ceux qui ont jugé les coupables, recueilli les victimes, réparé les fautes. À ceux qui ont voulu croire que les valeurs que cette guerre avait bafouées devaient reprendre leur juste place.

Des valeurs de tolérance, de liberté, d'humanité, qui sont fondatrices des Nations Unies. Pas parce que ces valeurs étaient belles, mais parce qu'elles étaient justes et permettaient d'éviter que le pire n'advienne.

Si je dis tout cela ce n'est pas simplement pour parler d'histoire. Mais lorsqu'aujourd'hui j'entends nombre de nos collègues parler du monde tel qu'il va, ils oublient un peu de cette histoire dont nous venons. Et que ce qui nous paraît exotique ou si loin de nous, si loin de nos intérêts immédiats, est peut-être ce qui détermine et déterminera le plus nos vies.

Alors, si mon pays aujourd'hui possède dans l'ordre des nations cette place un peu singulière, cela lui confère une dette. Une dette à l'égard de tous ceux qu'on a privés de leur voix. Et je sais que le devoir de la France est de parler pour ceux qu'on n'entend pas. Car parler pour eux c'est aussi parler pour nous aujourd'hui ou demain. Et en ce jour, ce sont ces voix oubliées que je veux porter.

J'ai entendu Bana, citoyenne d'Alep. Et c'est sa voix que je veux ici porter. Elle a vécu sous la terreur des bombardements, des polices et des milices. Elle a connu les camps de réfugiés. Le peuple syrien a assez souffert pour que la communauté internationale prenne acte d'un échec collectif et s'interroge sur ses méthodes.

Pour établir une paix durable et juste, il y a urgence à nous concentrer sur le règlement politique de la crise par la transition, comme le Conseil de sécurité l'a acté à l'unanimité dans sa résolution 2254 (2015). La France est à l'initiative avec ses partenaires pour soutenir les efforts des Nations Unies et enclencher, enfin, une feuille de route politique inclusive en Syrie. C'est pour cela que je souhaite que nous puissions lancer un groupe de contact avec les cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité et l'ensemble des parties prenantes.

Aujourd'hui, le format dit d'Astana peut être utile mais il ne suffit pas, et ces derniers jours ont mis en lumière bien des difficultés. Alors donnons-nous les moyens réels d'enclencher les négociations car la solution sera, à terme, politique et non militaire. C'est notre intérêt à tous et d'abord, bien entendu, celui des Syriens.

Dans ce contexte, j'ai indiqué quelles étaient nos deux lignes rouges. D'abord, une intransigeance absolue sur l'emploi d'armes chimiques. Les auteurs de l'attaque du 4 avril dernier devront être traduits devant la justice internationale, et cela ne doit plus jamais se produire. Ensuite, l'absolue nécessité d'aménager les accès aux

soins de tous et toutes, de permettre les structures médicales, de protéger les populations civiles. La France a décidé d'en faire l'une des priorités de sa présidence du Conseil de sécurité le mois prochain.

Agir pour la paix en Syrie, c'est agir pour le peuple syrien, mais c'est aussi nous protéger tous contre le terrorisme islamiste. Car en Syrie, en Iraq, c'est contre le terrorisme que nous nous battons au premier chef. Nous agissons pour tous ceux qui ont péri dans ces attaques au cours des derniers mois. Car le terrorisme djihadiste a frappé sur tous les continents nos concitoyens, quelle que soit leur religion. Nous devons ainsi tous nous protéger en unissant nos forces, et notre sécurité devient la première priorité. C'est le sens des initiatives que la France porte pour lutter contre l'utilisation d'Internet par les terroristes et contre toutes les sources de leur financement – c'est pourquoi j'ai souhaité que nous puissions organiser en 2018 une conférence sur ce combat, durant laquelle je vous appelle toutes et tous à vous engager. Mais c'est aussi le sens de l'action militaire que la France mène au sein de la coalition en Syrie et en Iraq, dans le respect du droit international. Ce combat contre le terrorisme, il est militaire, il est diplomatique, mais il est aussi éducatif, culturel, moral. Il passe par notre action au Moyen-Orient, en Afrique mais aussi en Asie, et il doit tous et toutes nous réunir.

J'ai entendu Ousmane, écolier à Gao, et c'est sa voix que je veux ici porter. Son enfance se passe au Mali dans la hantise des attentats aveugles. Et pourtant son seul rêve est d'aller à l'école sans risquer la mort. Au Sahel, nous sommes tous et toutes désormais engagés : Nations Unies, pays de la région au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali et de la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel, Union européenne et ses États membres. Et je veux ici rendre hommage à tous ces acteurs en rappelant que c'est un effort particulièrement douloureux et cher en vies humaines. Notre défi est aujourd'hui, là aussi, d'éradiquer le terrorisme, et pour ce faire de renforcer les capacités nationales pour que les États eux-mêmes prennent en charge leur sécurité. Quels que soient les moyens que nous mettrons, nous ne réussirons pas dans notre mission collective si les pays les plus concernés ne sont pas en mesure d'assumer leurs propres responsabilités.

C'est pourquoi j'ai soutenu dès ma prise de fonction le déploiement de la Force conjointe du G5 Sahel et j'en appelle ici à la mobilisation collective. C'est pourquoi

aussi je veux m'investir dans le renforcement du soutien aux opérations africaines de paix, car c'est cela l'avenir. Nous devons repenser collectivement l'articulation entre maintien de la paix, organisations régionales et pays hôtes. Et notre capacité à répondre aux aspirations de paix des populations en dépend. Assurément, la réponse militaire ne pourra jamais être la seule réponse. Et je veux ici insister sur la nécessité d'une réponse politique – et je pense bien sûr à la mise en œuvre de l'Accord d'Alger pour la paix et la réconciliation au Mali – et notre politique de développement.

J'ai entendu aussi Kouame et c'est sa voix que je veux ici porter. Jeté sur les routes, il a traversé l'Afrique avant de remettre son sort, en Libye, entre les mains de passeurs. Il a traversé la Méditerranée. Il est parvenu à bon port quand tant d'autres périssaient en mer. Le réfugié, le déplacé ou celui qu'on appelle tristement « le migrant » est en réalité devenu le symbole de notre époque. Le symbole d'un monde où aucune barrière ne pourra s'opposer à la marche du désespoir si nous ne transformons pas les routes de la nécessité en routes de la liberté. Ces migrations sont politiques, climatiques, ethniques. Ce sont à chaque fois ces routes de la nécessité. La nécessité, c'est aujourd'hui la fuite face aux persécutions dont sont victimes les Rohingya. Plus de 400 000 réfugiés, dont la majorité sont des enfants. Les opérations militaires doivent cesser, l'accès humanitaire être assuré et le droit être rétabli face à ce qui est, nous le savons, un nettoyage ethnique. La France prendra l'initiative au Conseil de sécurité sur ce sujet.

La nécessité, c'est le départ pour sauver sa famille quand la guerre fait rage et que le droit international humanitaire n'est plus respecté mais instrumentalisé, comme en Syrie, dans la stratégie de violence des acteurs. L'exil, quand les défenseurs de la liberté sont les premières cibles des pouvoirs en place. La protection des réfugiés est un devoir moral et politique dans lequel la France a décidé de jouer son rôle. En soutenant le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) partout où il doit intervenir. En ouvrant des voies légales de réinstallation au plus proche des zones de conflit, au Liban, en Jordanie, en Turquie mais aussi au Niger et au Tchad. En défendant le droit d'asile et le respect absolu de la Convention de Genève.

Le 28 août dernier, à Paris, nous avons réuni des pays africains et européens les plus directement concernés par les flux migratoires sur la route de la Méditerranée centrale. Nous avons adopté une feuille de route dont la priorité est de lutter contre les trafiquants

qui font commerce de la misère. Nous devons mettre un terme aux violations insupportables des droits fondamentaux, en mettant en place une infrastructure humanitaire avec le HCR et l'Organisation internationale pour les migrations, en aidant les pays d'origine et de transit à mieux contrôler les flux.

Mais, si face au terrorisme, aux migrations, les réponses de court terme s'imposent afin de gérer les crises, c'est notre volonté politique de traiter les causes profondes de toutes ces instabilités qui est aujourd'hui en jeu. Ces migrations, ce terrorisme, ce sont des défis politiques avant tout profonds, pour nous tous et toutes. Car ces causes profondes, morales, civilisationnelles, si nous voulons les relever, c'est par une véritable politique de développement que nous pouvons le faire. C'est pourquoi j'ai décidé que la France jouerait son rôle en fixant l'objectif de consacrer 0,55 % de notre revenu national pour l'aide publique au développement d'ici cinq ans.

Le Président assume la présidence.

Je vous remercie pour vos applaudissements, mais je veux les tempérer en quelque sorte. D'abord, parce que je sais que certains attendent davantage et que ça n'est jamais assez, et la France aujourd'hui n'est pas suffisamment à ce rendez-vous. Mais surtout parce que ce n'est pas tellement l'argent qui est la question principale, c'est l'efficacité de cet argent. C'est ce à quoi nous le destinons, c'est de mieux évaluer, c'est de mieux être en responsabilité sur cet argent que tous et toutes nous mettons. Alors oui, je veux que la France soit au rendez-vous de l'aide publique au développement. Mais je veux surtout que cette aide publique au développement fasse l'objet de plus d'innovation, de plus d'intelligence, de méthodes différentes, d'une plus grande responsabilité sur le terrain. C'est cela ce que je veux avec vous. L'enjeu aujourd'hui, c'est que cette aide publique au développement arrive bien sur le terrain, de manière simple, efficace, en étant évaluée, qu'elle aille bien à la destination initialement recherchée. C'est cela ce que nous avons voulu faire par exemple avec l'Alliance pour le Sahel, que nous avons lancée avec l'Union européenne, la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement.

Ensuite, c'est d'avoir des priorités claires. La première, c'est d'investir dans l'éducation, parce que c'est par l'éducation que nous gagnerons cette bataille contre l'obscurantisme, celle qui est aujourd'hui en train de faire basculer des pays, des régions entières, en Afrique comme au Proche et Moyen-Orient. Et

j'appelle ici la communauté internationale à être au rendez-vous en février 2018, à Dakar, pour la reconstitution du Partenariat mondial pour l'éducation que la France coprésidera avec le Sénégal. C'est une bataille essentielle que nous mènerons là, c'est celle qui consiste précisément à donner la possibilité aux jeunes filles et aux jeunes garçons de ne pas sombrer dans l'obscurantisme, de pouvoir choisir leur avenir, pas celui qui leur sera imposé par nécessité ou celui que nous leur choisirions ici dans cette salle.

La deuxième priorité, c'est d'investir dans la santé, dans la lutte contre les grandes pandémies et contre la malnutrition, parce qu'aucun espoir n'est permis quand on ne peut pas se former ni se soigner. Dans ce combat pour le développement, nous avons aussi besoin de soutenir la place des femmes, la culture et la liberté d'expression. Partout où la place de la femme est remise en cause, bafouée, c'est le développement qui est bloqué, c'est la capacité d'une société à s'émanciper, à prendre sa juste place qui est ainsi bloquée, ce ne sont pas des sujets de société anodins, c'est un combat de civilisation profond, c'est notre combat, ce sont nos valeurs, et elles ne sont pas relatives, elles sont éminemment universelles sur tous les continents, toutes les latitudes. Partout où la culture est bafouée, là aussi c'est notre capacité collective à relever ces défis qui est réduite.

C'est pourquoi l'UNESCO est aujourd'hui une institution particulièrement essentielle et a à cet égard un rôle clé, conserver au monde un visage humain quand tant d'obscurantismes voudraient en supprimer l'incroyable diversité. C'est pour que la culture et la langue de chacun vivent et perdurent que nous nous battons, pour que continue le progrès de l'esprit.

Et la liberté d'expression est elle aussi une bataille dont l'actualité n'est pas moins importante. L'ONU a vocation à protéger la liberté de ceux qui pensent, réfléchissent, s'expriment, et notamment la liberté de la presse. C'est pourquoi j'appelle à la désignation d'un représentant spécial du secrétaire général sur la protection des journalistes dans le monde, car en aucun cas la lutte contre le terrorisme, le durcissement du monde dans lequel nous vivons ne sauraient justifier la réduction de cette liberté.

Je parle enfin au nom de Jules, mon compatriote, vivant sur l'île de Saint-Martin, je songe à sa maison détruite, à sa peur que cela ne recommence encore et encore parce que le réchauffement climatique multiplie les catastrophes. L'avenir du monde, c'est celui de notre

planète, qui est en train de se venger de la folie des hommes. La nature nous rappelle à l'ordre et nous intime d'assumer notre devoir d'humanité et de solidarité. Elle ne négociera pas, il revient à l'humanité de se défendre en la protégeant. Les dérèglements climatiques font voler en éclats la traditionnelle opposition entre le Nord et le Sud, les plus fragiles sont toujours les premières victimes emportées dans un tourbillon d'injustices, nous sommes tous frappés par les emballements terribles du climat, de la Chine aux Caraïbes en passant par la Russie ou la Corne de l'Afrique.

Mon pays, devant l'Assemblée, avait promis un accord universel à Paris; il a été obtenu et signé dans cette salle. Cet accord ne sera pas renégocié. Il nous lie, il nous rassemble, le détricoter serait détruire un pacte qui n'est pas seulement entre les États, mais aussi entre les générations. Il pourra être enrichi de nouvelles contributions, de nouveaux apports, mais nous ne reculerons pas.

Je respecte profondément la décision des États-Unis et la porte leur sera toujours ouverte, mais nous continuerons avec tous les gouvernements, avec les collectivités locales, les villes, les entreprises, les organisations non gouvernementales et les citoyens du monde à mettre en œuvre l'Accord de Paris. Nous avons pour nous la force des pionniers, l'endurance, la certitude et l'énergie de ceux qui veulent construire un monde meilleur, et oui, ce monde meilleur créera de l'innovation, des emplois, n'en déplaise à ceux et celles qui veulent croire que l'avenir ne se regarde qu'en arrière.

Nous le construirons sans attendre en mettant en œuvre nos contributions nationales, comme la France l'a fait en adoptant son plan climat, qui la place sur le chemin de la neutralité carbone; en rassemblant à Paris le 12 décembre prochain tous ceux qui sont décidés à avancer autour de solutions concrètes; en mobilisant les financements publics et privés; et je confirme ici que la France y prendra sa part en allouant 5 milliards d'euros par an à l'action sur le climat d'ici à 2020.

Nous redoublerons d'ambition en présentant dès cet après-midi un pacte mondial pour l'environnement dont l'ambition sera de forger le droit international du siècle qui vient avec l'appui des organismes de l'ONU.

Quand certains voudraient s'arrêter, nous devons continuer à avancer, à aller plus loin parce que le réchauffement climatique, lui, ne s'arrête pas, parce

que nos dérèglements ne s'arrêtent pas, parce que notre devoir de solidarité et d'humanité ne s'arrête pas.

Derrière chacune de nos décisions il y a ces voix, il y a ces vies, il y a le cortège invisible de ceux que nous devons défendre parce qu'un jour on nous a nous-mêmes défendus. Toutes ces voix qui appellent, pourquoi ne les entendons-nous pas davantage? Pourquoi ne savons-nous plus faire ce qui, voici 70 ans, avait redonné à l'humanité entière la force de croire en elle, la responsabilité planétaire, le goût de l'entraide, la foi dans le progrès?

Et oui, lorsque je parle de Bana, d'Ousmane, de Kouamé ou de Jules, je parle de mes concitoyens, je parle de vos concitoyens et de chacun d'entre eux, car nos intérêts, notre sécurité, ce sont aussi les leurs. Nous sommes irrémédiablement liés les uns aux autres dans une communauté de destins pour aujourd'hui et pour demain. Alors les équilibres du monde, oui, ont profondément changé ces dernières années, le monde est redevenu multipolaire, et cela veut dire qu'il nous faut réapprendre la complexité du dialogue mais aussi sa fécondité.

Notre action collective se heurte à l'instabilité des États. Ainsi de la Libye, six ans après son intervention armée, je prends acte devant l'Assemblée de la responsabilité particulière de la France pour que ce pays retrouve la stabilité. La rencontre de La Celle-Saint-Cloud du 25 juillet dernier a permis de faire avancer la réconciliation indispensable à la réussite du processus politique sous l'égide de l'ONU. Aux côtés du Secrétaire général et de son représentant spécial, nous devons parvenir en 2018 à l'organisation d'élections qui marqueront le début d'une restauration effective de l'État, et j'y mettrai toute mon énergie.

Ainsi pour le Venezuela, l'action collective doit maintenir dans ce pays le respect de la démocratie, le respect de toutes les forces politiques et ne rien céder aux tendances dictatoriales qui sont aujourd'hui à l'œuvre. Ainsi en Ukraine, nous devons inlassablement là aussi faire respecter les engagements pris et permettre le cessez-le-feu effectif, et progressivement, comme nous le faisons avec l'Allemagne tout particulièrement, permettre là aussi aux parties en présence de respecter le droit international et parvenir à la fin de ce conflit.

Le multilatéralisme peine à faire face aux défis de la prolifération nucléaire, il ne parvient pas à conjurer des menaces que nous pensions à jamais révolues et qui sont réapparues brutalement dans notre présent. Ainsi,

Pyongyang a franchi en le revendiquant un seuil majeur dans l'escalade militaire. La menace nous concerne tous immédiatement, existentiellement, collectivement. À ce jour, la Corée du Nord n'a donné aucun signe d'une volonté de négocier. Ses dirigeants s'enferment dans une surenchère acharnée. Notre responsabilité, avec tous nos partenaires, dont la Chine et la Russie, est de ramener la Corée du Nord par la fermeté à la table des négociations d'un règlement politique de la crise. La France refusera toute escalade et ne fermera aucune porte au dialogue si les conditions sont réunies pour que ce dialogue soit utile à la paix.

C'est ce même objectif qui me conduit à défendre l'accord nucléaire avec l'Iran. Notre engagement sur la non-prolifération nucléaire a permis d'obtenir, le 14 juillet 2015, un accord solide, robuste et vérifiable, qui permet de garantir que l'Iran ne se dotera pas de l'arme nucléaire. Le dénoncer aujourd'hui, sans rien proposer d'autre, serait une lourde erreur. Ne pas le respecter serait irresponsable, parce que c'est un accord utile et essentiel à la paix, à l'heure où le risque d'une spirale infernale ne saurait être exclu. C'est ce que j'ai dit hier aux États-Unis et à l'Iran. Je souhaite, pour ma part, que nous complétions cet accord par un travail qui permettra d'encadrer l'activité balistique de l'Iran, par un travail qui permettra d'encadrer la situation après 2025, que ne couvre pas l'accord de 2015. Soyons plus exigeants, mais en rien ne détricotons ce que les accords précédents ont déjà permis de sécuriser. Et regardons la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Avons-nous, par l'absence de dialogue, mieux endigué la situation en Corée du Nord? Pas une seule seconde. Partout où le dialogue – le contrôle, le multilatéralisme – se dote d'armes efficaces, il est utile. C'est cela, ce que je veux pour nous tous et toutes.

Alors, je ne sais si mon lointain successeur aura, dans 70 ans, le privilège de s'exprimer devant l'Assemblée. Le multilatéralisme survivra-t-il à la période de doute et de dangers que nous connaissons? En vérité, il faudrait que nous nous souvenions de l'état du monde voici 70 ans, brisé par la guerre, stupéfait par les génocides. Et il faudrait que nous retrouvions aujourd'hui l'optimisme, l'ambition, le courage, que nous avons opposés à ces raisons de douter, et que nous retrouvions foi en ce qui nous unit – c'est-à-dire que nous retrouvions confiance en ces valeurs fondatrices de l'ONU, qui sont universelles et qui protègent les individus partout sur la planète et garantissent leur dignité.

Mais pourquoi en sommes-nous arrivés là? Parce que nous avons laissé s'installer l'idée que le multilatéralisme était en quelque sorte un sport confortable, un jeu pour diplomates assis, l'instrument des faibles. C'est cela, ce qui s'est passé depuis tant et tant d'années, parce que nous avons laissé croire qu'on était plus crédible et plus fort lorsqu'on agissait de manière unilatérale. C'est faux. Parce que nous avons laissé croire, parfois par cynisme, que le multilatéralisme ne pouvait pas tout régler. Alors nous avons laissé les dérèglements du monde prendre le dessus. Nous avons traîné à régler le réchauffement climatique, à traiter des inégalités contemporaines qu'un capitalisme dérégulé s'est mis à produire. Nous avons laissé des voix discordantes s'élever. Mais à chaque fois, c'est la voix du plus fort qui l'emporte à ce jeu. Nous avons, par langueur, par oubli de l'histoire qui nous a faits, laissé s'installer l'idée qu'on est plus fort hors du multilatéralisme. Mais notre défi contemporain, celui de notre génération, c'est de savoir le refonder. C'est d'expliquer qu'aujourd'hui, dans le monde tel qu'il va, il n'y a rien de plus efficace que le multilatéralisme. Pourquoi? Parce que tous nos défis sont mondiaux : le terrorisme, les migrations, le réchauffement climatique, la régulation du numérique. Tout cela, nous ne le réglerons qu'à l'échelle de la planète, de manière multilatérale.

Et à chaque fois que nous acceptons que ce ne soit pas le multilatéralisme, alors nous laissons la loi du plus fort l'emporter. Parce que oui, consacrer notre vision du monde, c'est par le multilatéralisme que nous pourrions le faire. Parce que cette vision est universelle; elle n'est pas régionale. Parce qu'à chaque fois que nous avons cédé à certains, qui disaient que la place de la femme, c'est était l'affaire de quelques-uns à un certain bout de la planète, mais pas des autres; que l'égalité entre les citoyens, c'était l'affaire d'une civilisation mais pas d'une autre, nous avons abandonné ce qui nous a rassemblés ici, dans ce lieu, l'universalité de ces valeurs. Et là aussi, nous avons cédé, dans certains pays, à la loi du plus fort. Parce que, à chaque fois que les grandes puissances assises à la table du Conseil de sécurité, ont cédé à la loi du plus fort, ont cédé à l'unilatéralisme, ont pu dénoncer des accords qu'elles avaient elles-mêmes signés, elles n'ont pas respecté le ciment du multilatéralisme, qui est la règle du droit. C'est cela, ce qui nous a faits, c'est cela qui construit la paix dans la durée.

Alors, oui, aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin du multilatéralisme. Non pas parce que ce serait un mot confortable, non pas parce que ce serait,

en quelque sorte, un refuge pour gens intelligents, mais parce que le multilatéralisme, c'est la règle du droit, c'est l'échange entre les peuples, c'est l'égalité de chacune et chacun d'entre nous, c'est ce qui permet de construire la paix et de relever chacun de nos défis. Alors, oui, pour ce faire, l'Organisation des Nations Unies a toute légitimité pour agir et préserver les équilibres du monde. C'est pourquoi je veux une ONU plus responsable, plus efficace, plus agile, et je soutiens pleinement le projet du Secrétaire général, son ambition, sa volonté de porter une organisation à l'échelle des défis de la planète. Nous avons besoin de sortir de nos bureaux, des rencontres entre États et entre gouvernements, pour aller chercher d'autres énergies, pour représenter différemment le monde tel qu'il est et pour revenir sur des dogmes dans lesquels nous nous sommes parfois installés. Nous avons besoin d'un Conseil de sécurité qui puisse prendre des décisions efficaces, et ne pas être enfermé dans le droit de veto quand des atrocités de masse sont commises. Nous avons besoin d'une meilleure représentation de toutes les forces en présence, de tous les continents. Nous avons besoin d'une articulation dans la gestion des crises, avec l'Union européenne, l'Union africaine, les organisations sous-régionales, qui sont des acteurs essentiels. C'est pourquoi la France sera là, aux côtés des Nations Unies, pour la réforme en cours.

Pour conclure, je voulais dire à l'Assemblée que les voix oubliées que j'ai voulu porter ce jour ne peuvent résonner que dans une enceinte comme celle-ci : une enceinte où chacun a sa place, où chacun peut se faire entendre de ceux qui ne veulent pas écouter. Et à ceux-là, je dirai : ne pas écouter la voix des opprimés et des victimes, c'est laisser leur malheur grandir, prospérer, jusqu'au jour où il nous frappera tous. C'est oublier que nous-mêmes, chacune et chacun, à un moment de notre histoire, nous avons été ces opprimés, et que d'autres ont entendu nos voix. C'est oublier que notre sécurité, c'est leur sécurité, que leur vie engage la nôtre et que nous ne saurions rester indemnes dans un monde qui s'embrase. Ne pas écouter ceux qui nous appellent à l'aide, c'est croire que les murs et les frontières nous protègent. Mais ce ne sont pas les murs qui nous protègent, c'est notre volonté d'agir. C'est notre volonté d'influencer le cours de l'histoire. C'est notre refus d'accepter que l'histoire s'écrive sans nous, pendant que nous nous croyons à l'abri. Ce qui nous protège, c'est notre souveraineté et l'exercice souverain de nos forces au service du progrès. C'est cela, l'indépendance des nations dans l'interdépendance qui est la nôtre. Ne pas écouter ces voix, c'est croire que leur misère n'est pas

la nôtre. Que nous posséderons pour toujours les biens dont ils ne pourront que rêver. Mais lorsque ce bien, c'est la planète; lorsque ce bien, c'est la paix, la justice, la liberté, pensons-nous que nous puissions en jouir seuls dans un coin? Si nous ne prenons pas la défense de ces biens communs, nous serons tous balayés. Nous laisserons s'enflammer des brasiers où demain l'histoire jettera nos propres enfants.

Oui, aujourd'hui encore plus qu'hier, nos biens communs, c'est aussi notre intérêt. Notre sécurité, c'est aussi leur sécurité. Il n'y aurait pas, d'un côté, l'irénisme de ceux qui croient à la règle du droit et au multilatéralisme et, de l'autre côté, le pragmatisme de certains unilatéraux. C'est faux. Notre efficacité réelle se joue dans ce combat ici. Avec l'Assemblée, je veux croire aujourd'hui dans un multilatéralisme fort, responsable. C'est la responsabilité de notre génération, si elle ne veut pas laisser place à la fatalité. Nous n'avons qu'un courage à avoir : celui d'entendre ces voix, celui de ne pas dévier de la trace que nous devons laisser dans l'histoire, et celui, à chaque instant, de considérer que nous devons réconcilier notre intérêt et nos valeurs, notre sécurité et les biens communs de la planète. Notre génération n'a pas le choix, car elle doit parler pour aujourd'hui et pour demain.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République française de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Emmanuel Macron, Président de la République française, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Juan Manuel Santos Calderón, Président de la République de Colombie

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Colombie.

M. Juan Manuel Santos Calderón, Président de la République de Colombie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Juan Manuel Santos Calderón, Président de la République de Colombie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Santos Calderón (*parle en espagnol*) : C'est la huitième et dernière fois que je m'adresse à l'Assemblée générale en ma qualité de Président de la Colombie. Il s'est passé beaucoup de choses depuis le 24 septembre 2010, date à laquelle j'ai prononcé ma première allocution ici (voir A/65/PV.15). La Colombie a connu une transformation positive, et le monde a enregistré des progrès et des revers, dont nous avons tous été les témoins, les victimes ou les protagonistes.

Et que l'on songe à ce paradoxe : ma première allocution télévisée aux Colombiens en tant que dirigeant, je l'ai faite depuis New York en septembre 2010, à la veille de mon intervention devant l'Assemblée. Quelle était la raison de cette intervention? J'ai annoncé à la Colombie et à la communauté internationale que nos forces armées avaient abattu le chef militaire de la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Aujourd'hui, sept ans plus tard, je suis très heureux – très heureux – que les nouvelles que j'apporte de Colombie ne soient pas des nouvelles de mort, mais des nouvelles de vie. Aujourd'hui, je suis venu dire à l'Assemblée que le processus de paix avec les FARC a abouti non seulement à un accord, mais à quelque chose de plus grand, de plus important : des milliers et des milliers de vies humaines ont été sauvées.

Ainsi donc, la nouvelle aujourd'hui, ce n'est pas la mort, c'est la vie, et nous voulons que cette nouvelle résonne dans le monde entier. Si, en Colombie, nous avons pu mettre fin à un conflit armé qui a fait des centaines de milliers de morts et des millions de victimes et de personnes déplacées, alors il y a de l'espoir pour les conflits qui font encore rage dans le monde. Cela n'a pas été facile. Mettre fin à une guerre, surmonter les haines, vaincre les craintes, tout cela suppose un processus complexe de dialogues et de concessions. Toutefois, nous y sommes parvenus, parce que nous étions déterminés et parce que nous étions conscients d'une prémisse fondamentale : la paix est une condition nécessaire pour le progrès et le bonheur de toute société.

Aujourd'hui, je tiens à saluer et à remercier l'Organisation des Nations Unies, car elle a pleinement rempli la mission pour laquelle elle a été créée, à savoir mettre fin au fléau de la guerre. Au nom de près de 50 millions de Colombiens, je tiens à dire au Secrétaire général, au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale : « Merci! ».

Une mission spéciale créée par le Conseil de sécurité s'est chargée de la vérification et du suivi du

processus de désarmement des FARC et du respect du cessez-le-feu et de la cessation des hostilités entre ce groupe et l'État colombien. Aujourd'hui, nous pouvons dire avec une immense satisfaction que cette mission a été couronnée de succès. Le cessez-le-feu et la cessation des hostilités sont respectés, et les FARC ont remis à l'Organisation des Nations Unies plus de 9 000 armes qui étaient conservées dans des conteneurs et qui sont en cours de destruction. Les membres de cet ancien groupe de guérilla – sans préjuger de leurs responsabilités face à la justice et aux victimes – se sont maintenant transformés en un mouvement politique pour défendre leurs idées et propositions au sein des instances de la démocratie.

Voilà ce qu'est un processus de paix : remplacer la violence par les arguments, substituer les voix aux balles, pour que plus jamais – plus jamais – les armes ne soient utilisées pour exercer une pression politique. Aujourd'hui, nous nous attelons au défi de mettre en œuvre ce qui a été convenu et de garantir les droits des victimes à la vérité, à la justice, aux réparations et à la non-répétition.

M. Tevi (*Vanuatu*), *Vice-Président, assume la présidence.*

À cet égard, nous pouvons une fois encore compter sur la main amie de l'Organisation des Nations Unies. Dans quelques jours, une deuxième mission, autorisée la semaine dernière par le Conseil de sécurité, débutera ses opérations dans notre pays. Elle accompagnera la réinsertion des combattants dans la vie civile et nous aidera à nous assurer de la sécurité des ex-combattants et des communautés qui ont souffert du conflit armé. Et autre chose très importante : l'ONU vérifiera également le respect du cessez-le-feu et la cessation temporaire des hostilités, qui commencera le 1^{er} octobre prochain, avec l'Armée de libération nationale, l'autre groupe de guérilla avec lequel nous sommes en négociations pour parvenir à une paix complète.

L'édification de la paix est un processus de longue haleine qui se caractérise par des dimensions politiques, économiques et sociales, un processus dans lequel, fort heureusement, nous avons déjà obtenu des résultats positifs. Grâce à des programmes novateurs en matière d'éducation, de santé, de logement et d'infrastructures, nous commençons à réduire les profondes fractures sociales au sein de notre société.

La Commission économique pour l'Amérique latine a souligné les progrès réalisés par la Colombie dans

la réduction de la pauvreté et de la pauvreté extrême. En sept ans, plus de 5 millions de Colombiens sont sortis de la pauvreté, soit plus d'un dixième de notre population. Nous avons transformé la santé en un droit fondamental, l'éducation occupe depuis quatre ans déjà la première place dans notre budget, devant la sécurité et la défense. Les organisations internationales mettent également en évidence la solidité de nos indicateurs économiques et sociaux face aux fluctuations de l'économie mondiale.

C'est un moment spécial que vit la Colombie et un moment spécial que vit l'Organisation des Nations Unies, qui réalise avec succès dans notre pays son objectif principal.

Cette période d'espoir que nous vivons en Colombie ne nous empêche pas d'être préoccupés par les situations difficiles que connaissent d'autres régions du monde sur le plan de la paix et de la démocratie. Nous déplorons et condamnons vivement les tirs de missiles balistiques et les essais nucléaires effectués par la République populaire démocratique de Corée, qui constituent une menace pour la paix et la sécurité mondiales.

Nous sommes très préoccupés par la situation précaire que connaît la République du Venezuela, un pays voisin et frère, avec lequel nous partageons une très longue frontière, une histoire commune et des liens humains qui font que nous ne pouvons pas être indifférents à son destin. Nous sommes attristés par ce qui se passe au Venezuela. Nous sommes attristés par la destruction progressive de sa démocratie. Nous sommes attristés par la persécution des opposants politiques et par les violations systématiques des droits des Vénézuéliens. Aujourd'hui, j'ai demandé de nouveau au Secrétaire général et à toute la communauté internationale d'accompagner le peuple vénézuélien dans sa quête d'une solution pacifique qui le ramènera sur la voie du progrès, de la démocratie et de la liberté.

Nous sommes également attristés par les attentats terroristes – que nous condamnons – perpétrés par les fanatiques et les intolérants, qui sèment la peur et le chagrin. Je voudrais m'exprimer sur cette question à double titre : en tant que Président du seul pays où aujourd'hui, au lieu d'augmenter nos arsenaux d'armes, nous les faisons fondre pour ériger des monuments à la gloire de la concorde, et en tant que dernier lauréat en date du prix Nobel de la paix.

Au-delà des différences de race, de religion et de pensée, les êtres humains ne font en réalité qu'un.

Ce qui arrive à l'un nous arrive à tous. Nous devons comprendre qu'au-delà des divisions et des frontières, notre peuple s'appelle le monde et notre race se nomme l'humanité. Nous devons comprendre cette vérité afin de nous respecter les uns les autres et de respecter la vie.

Nous devons combattre le terrorisme de toutes nos forces : en utilisant le pouvoir militaire et policier et en ayant recours aux services de renseignement et à la coopération internationale. Néanmoins, il faut aussi éliminer ses causes profondes, qui sont la peur, l'exclusion et la haine, au moyen des forces positives que sont l'amour, la compassion et le respect des différences. En Colombie, nous sommes en train de prouver que cela est possible. On peut surmonter la guerre. Les ennemis d'hier peuvent dialoguer, ils peuvent œuvrer de concert pour une cause supérieure. Si nous y sommes arrivés en Colombie, on peut y arriver dans le monde entier.

Je ne saurais conclure mon intervention sans aborder un problème sur lequel j'ai déjà insisté du haut de cette tribune : le problème mondial de la drogue. Comme je l'ai dit à maintes reprises, nous n'avons pas gagné la guerre contre la drogue et nous ne sommes pas en train de la gagner. Il nous faut de nouvelles approches et de nouvelles stratégies.

La trentième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au problème mondial de la drogue – qui s'est tenue l'année dernière à l'initiative de la Colombie –, a été l'occasion de plusieurs avancées, notamment l'appel lancé aux États pour qu'ils protègent les droits de l'homme dans le cadre de leurs politiques relatives aux drogues. Toutefois, il nous reste beaucoup à faire. Nous devons parvenir à un consensus sur des questions centrales, comme par exemple le fait qu'il ne faut pas incriminer les toxicomanes et que la consommation de drogues est un problème qui relève de la santé publique et non des politiques pénales.

La guerre contre la drogue a fait trop de victimes. En Colombie, nous avons payé un tribut très lourd, peut-être plus lourd que n'importe quel autre pays, et ce qu'on constate, c'est que le remède s'est avéré pire que le mal. Nous devons procéder à une évaluation sérieuse et rigoureuse des expériences de réglementation qui ont été faites dans différentes régions du monde et tirer les enseignements de leurs succès et de leurs échecs.

Il est temps d'accepter, avec réalisme, que tant qu'il y aura consommation, il y aura offre, et qu'il y aura toujours consommation. Il ne s'agit pas de désigner de manière simpliste un seul et unique responsable.

Nous sommes tous responsables en vertu du principe de responsabilité commune et partagée que nous avons adopté il y a plusieurs décennies. Il est temps de parler d'une réglementation responsable par les États, de chercher des moyens permettant de couper l'oxygène aux mafias et de combattre la consommation en allouant plus de ressources à la prévention, aux soins et à la réduction des risques pour la santé et le tissu social. La Colombie continuera à lutter résolument contre ce fléau, qui, pour nous, demeure un problème de sécurité nationale.

La paix nous a permis, pour la première fois, de lancer des processus volontaires de substitution aux cultures de coca. Ces processus, accompagnés de programmes d'éradication forcée et de saisies, qui ont été intensifiés comme jamais, vont nous permettre d'obtenir des résultats encore plus concluants et à long terme. Mais nous devons avancer dans cette lutte avec un esprit plus ouvert. Nous devons nous montrer plus intelligents et plus innovants.

On pourrait dire la même chose au sujet des changements climatiques. La Colombie est le pays doté de la plus grande biodiversité au monde compte tenu de l'étendue de son territoire. C'est aussi un des pays les plus vulnérables aux changements climatiques, et c'est pour cette raison que dans ce domaine, nous avons agi par anticipation. C'est la Colombie qui à la Conférence Rio+20 a proposé d'adopter des objectifs de développement durable, lesquels ont été approuvés par l'Assemblée en 2015. Nous constatons aujourd'hui avec satisfaction que ces objectifs forment l'épine dorsale du Programme de développement durable à l'horizon 2030, promu par les Nations Unies.

Par ailleurs, nous soutenons avec enthousiasme l'Accord de Paris sur les changements climatiques, dont les objectifs constituent un engagement national que nous devons tous prendre si nous voulons préserver notre maison commune, la Terre. L'humanité ne peut pas fermer les yeux face au défi le plus pressant de notre époque.

Dans ce dernier discours que je prononce devant l'Assemblée générale, je voudrais offrir au monde, avec humilité et gratitude, l'exemple et le modèle de paix que nous commençons à construire en Colombie, et je tiens à réitérer notre reconnaissance pour l'appui généreux de la communauté internationale.

Grâce à la force de l'amour, nous pouvons surmonter la peur. Grâce à la force de la vie, nous pouvons vaincre la tyrannie de la violence et de la mort.

Grâce à la force de l'unité, nous pouvons faire du monde un endroit où il fait bon vivre.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Colombie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Juan Manuel Santos Calderón, Président de la République de Colombie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Emomali Rahmon, Président de la République du Tadjikistan

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Tadjikistan.

M. Emomali Rahmon, Président de la République du Tadjikistan, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Emomali Rahmon, Président de la République du Tadjikistan, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Rahmon (*parle en tadjik; texte anglais fourni par la délégation*) : Je voudrais me joindre à mes collègues, chefs d'État et de gouvernement, pour féliciter M. Miroslav Lajčák de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-douzième session et lui souhaiter plein succès dans l'accomplissement de ses nobles tâches. Je voudrais aussi remercier M. Peter Thomson de son appui continu aux engagements nationaux et internationaux du Tadjikistan durant son mandat à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante et onzième session.

Une mondialisation rapide et sans précédent au cours de ces dernières décennies a contribué au renforcement des relations politiques et économiques entre les pays et aidé à consolider l'intégration de différentes régions du monde. Elle a aussi posé des défis majeurs aux peuples du monde et a parfois sapé les efforts faits par les États Membres pour garantir que leurs populations puissent vivre dans la paix, la sécurité et la justice. À cet égard, l'Organisation des Nations Unies, en tant qu'institution universelle, doit continuer de s'acquitter de sa noble mission de coordination des efforts que déploient les États Membres pour

renforcer la résilience des pays face aux menaces et aux défis contemporains.

Il est impossible de faire face aux nouveaux défis auxquels est confrontée la communauté internationale sans renforcer et réformer le système des Nations Unies dans son ensemble. Une réforme globale et inclusive de l'ONU doit permettre d'accroître et de renforcer sa capacité de réagir aux faits nouveaux qui surviennent dans le monde en temps voulu et de contrer les menaces et les risques actuels. La réforme de l'ONU doit être entreprise conformément aux principes et aux buts énoncés dans la Charte des Nations Unies. Nous sommes en faveur d'une représentation inclusive et égale des intérêts des pays en voie de développement durant le processus de réforme du Conseil de sécurité.

Nous sommes aujourd'hui les témoins d'événements tragiques et horribles partout dans le monde, qui sapent l'engagement pris par la communauté internationale de réaliser un développement durable global. La prolifération du terrorisme et de l'extrémisme, des conflits armés à caractère religieux, de la criminalité transnationale organisée et du trafic de drogues pose des défis graves à la sécurité de nos pays.

Alors que des groupes et des mouvements terroristes prospèrent dans de nombreux points chauds de la planète, menaçant la sécurité des personnes en utilisant certains endroits de la planète comme zones de repli, je tiens à réaffirmer que les actes horribles et brutaux commis par ces forces n'ont absolument rien à voir avec la religion sacrée qu'est l'islam. Bien au contraire, ils vont à l'encontre de ses enseignements moraux et ne reflètent pas ses valeurs de tolérance. Pour contrer ces menaces, les États Membres dans leur ensemble doivent faire tous les efforts possibles, conformément au droit international, et éviter la politique du deux poids, deux mesures.

Le Gouvernement tadjik continue de prendre des mesures concrètes pour contrer ces menaces et relever ces défis, ainsi que pour instaurer une paix durable et une stabilité générale dans le pays, en coopération avec ses partenaires et avec les organisations internationales, en particulier les organismes pertinents des Nations Unies. La mise en œuvre de la deuxième phase de notre Stratégie nationale de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme pour la période 2016-2020 est un instrument efficace que nous utilisons pour nous acquitter de nos engagements. Je voudrais souligner que ces efforts viennent en appui au rôle central de coordination joué par les Nations Unies pour aider

les pays durant les processus de réhabilitation après un conflit.

Le succès des actions que nous menons ensemble pour prévenir et régler les conflits et trouver un règlement pacifique aux différends dépendra d'abord et avant tout de l'efficacité avec laquelle nous utilisons la diplomatie préventive et la médiation. La paix et la stabilité peuvent favoriser une coopération durable et inclusive visant à régler le conflit en Corée du Nord. La paix et la stabilité garantissent le développement social et économique durable et une vie plus pacifique, et créent les conditions favorables à une société civile forte et au respect et à la protection des droits de l'homme dans tous les pays, facilitant ainsi la prospérité des États Membres.

Nous les Tadjiks sommes conscients de l'importance de la paix et de la nécessité de la défendre, car nous avons enduré beaucoup d'épreuves et souffert de la guerre civile aux premiers jours de notre indépendance. Du fait du conflit interne qui nous a été imposé, des milliers de nos concitoyens ont perdu la vie. Ce n'est qu'en rétablissant la paix et la stabilité que nous avons pu nous consacrer à la réalisation des objectifs de développement économique durable, réduire la pauvreté, améliorer le bien-être de nos citoyens, promouvoir la coopération avec différents pays et la bonne volonté entre les nations partout dans le monde, et prendre les mesures nécessaires pour assurer notre intégration dans la région.

Nous ne pouvons pas nous permettre de garder le silence face à la situation militaire, politique, sociale et économique en Afghanistan, pays voisin. La progression rapide des activités des groupes terroristes violents dans le pays est devenue source de grave préoccupation pour nous. Étant donné la situation qui prévaut dans ce pays, il est grand temps que nous prenions des mesures énergiques et que nous coordonnions nos efforts pour lutter contre le terrorisme et juguler la production de drogues et le trafic de stupéfiants.

Le Tadjikistan appuie la stratégie globale de règlement du conflit en Afghanistan. Le Gouvernement et le peuple afghans ont besoin d'un appui rapide et d'une assistance ciblée, surtout durant cette période de transition. L'implication du Tadjikistan dans le processus d'intégration régionale par le renforcement des relations économiques et commerciales avec ce pays peut s'avérer un élément important et peut l'aider à avancer sur la voie de la paix et de la stabilité. Nous demandons à la communauté internationale de se tenir

aux côtés de l'Afghanistan et de l'aider à rétablir sa vie sociale et économique et à développer son infrastructure de transport et de communication mises à mal par le conflit.

Le Tadjikistan, qui partage 1 400 kilomètres de frontières avec l'Afghanistan, est prêt et déterminé à contribuer à ces nobles objectifs. Le transport et les liaisons routières entre nos pays et la mise en œuvre de projets de lignes d'alimentation électrique, notamment le Projet pour le commerce et l'approvisionnement en électricité en Asie centrale et en Asie du Sud, ainsi que la formation et le perfectionnement d'experts dans différents domaines, comptent parmi les projets que nous menons avec ce pays.

La lutte contre le trafic de drogue, qui est une des principales sources de financement du terrorisme international, demande un effort commun et une ferme volonté de la part de la communauté internationale pour aider le pays à se débarrasser de ce fléau. Le Tadjikistan a établi des liens de coopération avec les organismes compétents des Nations Unies, les organisations régionales et les pays partenaires au niveau bilatéral. Actuellement, nous mettons en œuvre avec succès notre stratégie nationale de lutte contre les drogues illicites 2013-2020.

L'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 par la communauté internationale a été une étape clef dans notre action commune pour promouvoir le développement durable et faire participer tous les secteurs de la société au processus. Ces dernières années, le Tadjikistan a accompli de grands progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable. Mon gouvernement, en coopération étroite et véritable avec les organismes compétents des Nations Unies, a élaboré et adopté la Stratégie de développement à moyen terme 2020 et la Stratégie nationale de développement 2016-2030. Ces stratégies ont été définies en conformité avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030, et nous sommes convaincus que leur mise en œuvre rapide et efficace contribuera à la réalisation du Programme.

Le Tadjikistan figurait parmi les 43 pays qui ont présenté leur examen national volontaire en juillet au Forum politique de haut niveau pour le développement durable qui s'est tenu à New York. Pour parvenir à une mise en œuvre efficace du Programme 2030, il est nécessaire d'aider les pays les moins avancés et les pays en développement à atteindre les objectifs de

développement durable, en particulier en leur fournissant un appui financier et des technologies de pointe.

Il convient de noter que la situation géographique des pays en développement sans littoral, qui n'ont pas d'accès à des ports maritimes, fait qu'il est très difficile pour eux d'honorer leur engagement d'atteindre les objectifs de développement durable. Les pays qui se trouvent dans cette situation ont besoin que les pays développés et les institutions financières internationales appuient davantage leurs efforts pour développer les infrastructures, améliorer les systèmes de transport et simplifier les politiques commerciales et l'intégration régionale. Les institutions et organismes spécialisés des Nations Unies, en particulier le Conseil économique et social, peuvent et doivent jouer un rôle important à cet égard.

Nous pensons que plus on prêterait attention aux questions économiques, sociales et environnementales, mieux nous pourrions contribuer à la mise en œuvre efficace du Programme 2030. Les pays seront également mieux à même de faire face à leurs problèmes sociaux et d'améliorer les conditions et le niveau de vie de leurs populations en créant des emplois.

Il y a deux ans, nous, représentants de la communauté internationale, avons adopté l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Les objectifs inscrits dans ce document fondamental fixent les obligations et les efforts majeurs de la communauté internationale en matière de réduction des émissions de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, d'adaptation aux changements climatiques et de transition vers une économie à faible émission de carbone.

Les changements climatiques accélèrent la fonte des glaciers, qui provoque la montée du niveau des eaux fluviales et nuit à divers secteurs de l'économie nationale. Avec 93 % de son territoire entouré de montagnes, le Tadjikistan, en raison de sa situation géographique, subit les conséquences dévastatrices des changements climatiques et des catastrophes naturelles. Chaque année, le pays connaît des catastrophes naturelles, notamment liées à l'eau. Le Tadjikistan dépense des centaines de millions de dollars pour combattre et éliminer les conséquences des catastrophes naturelles.

Au cours des 30 dernières années, le Tadjikistan a perdu environ un millier de ses 13 000 glaciers en raison de la fonte due aux changements climatiques et à la hausse des températures. Ce phénomène se produit à un moment où les capacités industrielles du Tadjikistan,

qui constituent la principale source de ses émissions de dioxyde de carbone, ne sont pas particulièrement importantes. L'énergie du pays est produite à 98 % par des centrales hydroélectriques, qui produisent une énergie respectueuse de l'environnement. Plus de 60 % des ressources en eau de l'Asie centrale sont actuellement originaires du Tadjikistan. Il est évident que l'accélération de la fonte des glaciers affecte négativement les niveaux hydriques dans la région.

À cet égard, il est temps que nous traduisions nos paroles en actes et que nous fassions la preuve de notre détermination à mettre en oeuvre les objectifs de l'Accord de Paris. Selon nous, il est possible d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris notamment en respectant les recommandations relatives à l'économie verte et en promouvant l'utilisation généralisée de sources d'énergie renouvelables. Dans ce contexte, nous exprimons notre plein appui à l'initiative internationale Énergie durable pour tous et à la Décennie des Nations Unies relative à l'énergie durable pour tous. Il est important que la communauté internationale déploie des efforts vigoureux pour atteindre ces objectifs.

Le Tadjikistan est fermement résolu à continuer de contribuer à la mise en oeuvre des objectifs du Programme 2030 relatifs à l'eau. C'est avec grand plaisir que je note qu'en décembre 2016, l'Assemblée générale a adopté par consensus la résolution 71/222, intitulée « Décennie internationale d'action sur le thème 'L'eau et le développement durable' (2018-2028) ». Nous pensons que la mise en oeuvre de la nouvelle Décennie aux niveaux national, régional et international contribuera à la réalisation des objectifs de développement durable liés à l'eau et aidera à préserver cette ressource inestimable pour les générations à venir.

Ce matin, nous avons organisé une manifestation parallèle de haut niveau intitulée « Vers la mise en oeuvre de la Décennie internationale d'action sur le thème 'L'eau et le développement durable' (2018-2028) », durant laquelle les participants ont procédé à un échange de vues sur les voies et moyens de mettre en pratique la nouvelle Décennie internationale et l'objectif de développement durable no 6. En outre, afin d'examiner et d'approuver les propositions faites par les partenaires de développement et en vue de l'adoption d'une feuille de route pour la Décennie, nous avons l'intention d'organiser, le 22 mars 2018, à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, une manifestation spéciale à New York pour célébrer le lancement de la Décennie internationale et d'accueillir une conférence

internationale de haut niveau sur l'eau pour le développement durable à Douchanbé en juin prochain. Nous sommes fermement convaincus que les États Membres de l'ONU, les organisations internationales et régionales, les institutions financières internationales, la société civile, les associations de groupes de réflexion, les femmes et les jeunes s'uniront et s'emploieront à réaliser les objectifs de la Décennie pour le bien des populations du monde entier et pour offrir un avenir meilleur aux générations futures.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Tadjikistan de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Emomali Rahmon, Président de la République du Tadjikistan, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Edgar Chagwa Lungu, Président de la République de Zambie

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Zambie.

M. Edgar Chagwa Lungu, Président de la République de Zambie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Edgar Chagwa Lungu, Président de la République de Zambie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Lungu (*parle en anglais*) : Je m'associe aux précédents orateurs pour féliciter S. E. M. Miroslav Lajčák de son accession à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-douzième session. Je tiens également à exprimer les sincères remerciements de la Zambie à S. E. M. Peter Thomson pour sa direction compétente de nos travaux durant la soixante et onzième session.

Je tiens par ailleurs à remercier sincèrement S. E. M. António Guterres et à le féliciter de sa nomination en tant que neuvième Secrétaire général. Je suis certain que le Secrétaire général s'appuiera sur les bases solides mises en place par son prédécesseur, M. Ban Ki-moon, à qui je rends un hommage vibrant pour la manière dont il a dirigé l'Organisation durant son mandat.

Le thème de la présente session, « Priorité à l'être humain : paix et vie décente pour tous sur une planète préservée », nous donne une occasion d'évaluer les approches multilatérales existantes en vue de régler les problèmes qui touchent nos peuples. Ces problèmes englobent les menaces au développement socioéconomique ainsi qu'à la paix et à la sécurité internationales. Il importe donc de mettre au point des approches et des mesures novatrices pour faire face à ces problèmes, qui englobent le terrorisme, les changements climatiques, les armes nucléaires, le VIH/sida, et beaucoup d'autres. Dans le monde contemporain, qui est mondialisé et interdépendant, aucun pays, aussi riche et puissant soit-il, ne peut régler tous ces problèmes à lui seul. Il faut donc élaborer des solutions communes par l'intermédiaire d'une ONU forte.

La session de cette année se déroule dans le contexte des effets néfastes des changements climatiques, qui n'épargnent aucun pays, développé ou sous-développé. Les efforts que nous déployons pour élever le niveau de vie des populations pauvres afin de réaliser les objectifs de développement durable sont contrariés par les effets des changements climatiques. Nous sommes témoins des effets dévastateurs des changements climatiques sur notre environnement. Récemment, plusieurs ouragans ont touché les Caraïbes. Je me rappelle une époque où les forêts étaient à portée de marche d'un enfant, en particulier en Afrique, et regorgeaient d'une faune et d'une flore diverses. Ce n'est plus le cas. Malheureusement, une myriade d'espèces de faune et de flore ont disparu en très peu de temps. Les catastrophes continuent de se succéder, notamment les sécheresses, les feux de forêts, les inondations et les glissements de terrain; si les précipitations ne sont pas extrêmes, elles sont insuffisantes.

À l'approche de la vingt-troisième Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Zambie espère que celle-ci permettra entre autres choses de créer des mécanismes pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques. En outre, nous appelons toutes les parties prenantes à veiller à ce que le Fonds vert pour le climat soit correctement financé afin de pouvoir contribuer aux interventions nécessaires dans le monde. En tant que pays en développement, la Zambie a besoin d'une aide au renforcement de ses capacités dans des domaines d'adaptation clefs tels que la recherche scientifique, l'alerte rapide et la réaction rapide en matière de lutte contre les effets néfastes des changements climatiques. En conséquence, la

Zambie appelle également à transférer les technologies nécessaires pour contribuer à faire face aux effets néfastes des changements climatiques.

Au cours de l'année écoulée, la Zambie a déployé des efforts considérables dans le domaine du développement, et elle est déterminée à promouvoir un paradigme de développement sans exclusive, sur la base de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il y a seulement quelques mois, le 21 juin, j'ai eu l'honneur de lancer le septième Plan national de développement, qui constitue la feuille de route de la Zambie en matière de développement pour le quinquennat 2017-2021. Son thème est « Accélérer les efforts de développement afin de réaliser la Vision nationale 2030, en ne laissant personne de côté ». Ce plan vise à améliorer la productivité de l'agriculture et à créer des possibilités d'emploi dans d'autres secteurs, notamment l'industrie, et une attention particulière sera accordée à l'amélioration du niveau de vie dans les zones rurales, où nous sommes en train d'orienter notre action sur la valorisation de l'agriculture. Sur la base de ce plan, la Zambie espère réduire la pauvreté à un niveau minimal.

Conformément au Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement, mon gouvernement est déterminé à garantir une mobilisation efficace et à utiliser toutes les sources de financement, qu'elles soient sollicitées localement ou par l'intermédiaire de nos partenaires internationaux, pour en faire bénéficier les citoyens zambiens – tant qu'il ne s'agit pas de financements illicites.

La paix, la sécurité et l'état de droit restent les fondements du développement véritable de toute société. Sur cette base, mon gouvernement continue de travailler en solidarité avec les nations qui entreprennent les démarches nécessaires pour renforcer leurs démocraties. En sa qualité de membre du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, la Zambie a également continué de fournir un appui à ceux qui sont encore touchés par un conflit. Mon gouvernement attend également avec intérêt de servir la troïka de l'Organe de coopération en matière de politique, de défense et de sécurité de la Communauté de développement de l'Afrique australe, de 2017 à 2020, suite à notre récente élection à l'Organe. Je tiens à assurer l'Assemblée que mon gouvernement entend utiliser son siège aux deux organes pour promouvoir la paix dans le monde, en particulier en Afrique.

Nous tenons à saluer la vision et l'expérience des divers organes régionaux et internationaux qui s'inscrivent en complément au programme des Nations Unies. En tant qu'État membre, nous mettons en relief le rôle du Commonwealth dans divers sujets tels que l'égalité des sexes et la jeunesse, les changements climatiques, la promotion de la démocratie, de l'état de droit, des droits de l'homme, de la bonne gouvernance et du développement socioéconomique. Dans mon pays, le Secrétariat du Commonwealth a joué un rôle important pour fournir un appui technique pendant et après les élections précédentes, et nous ne saurions l'ignorer.

La Zambie a également continué de servir dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, mue par un sens du devoir envers les personnes dont la sécurité s'est trouvée menacée pour diverses raisons. À cet égard, l'ONU ne doit pas se dérober à sa noble responsabilité envers ces personnes vulnérables; elle doit redoubler d'efforts pour instaurer un monde plus pacifique.

L'engagement des Nations Unies ne doit pas se limiter à la prévention des conflits; elles doivent aller plus loin et chercher à protéger les victimes de conflit, notamment les personnes déplacées. Nous devons tous coopérer pour mettre en place un environnement propice au respect de leurs droits de l'homme, de leur développement social et de leur bien-être. À cet égard, je suis heureux d'informer l'Assemblée générale qu'en juin de cette année, en Zambie, j'ai approuvé la loi zambienne de 2017 relative aux réfugiés, qui met davantage en exergue ce noble devoir et remplace la loi précédente, qui n'allait pas suffisamment loin pour assurer un climat propice à la promotion des droits de l'homme des personnes de la région qui ont été déplacées et qui se trouvent être accueillies par notre pays, la Zambie.

Mon gouvernement attache une immense importance aux besoins et au bien-être de tous, et accorde une attention particulière aux femmes, aux enfants et aux jeunes. C'est pourquoi la Zambie a continué d'enregistrer des avancées considérables dans sa campagne visant à mettre fin au mariage d'enfants. Le taux de prévalence actuel est de 31,2 %, soit 10,8 points de moins que le taux de 42 % affiché lorsque la campagne a été lancée. Nous avons également continué à dialoguer avec les chefs coutumiers s'agissant de réformer les traditions et les coutumes qui autorisent le mariage d'enfants. Nous sommes en train d'harmoniser la législation et le droit coutumier sur le mariage pour interdire et éliminer totalement le mariage d'enfants

dans notre pays. À l'avenir, nous entendons également abroger un certain nombre de lois discriminatoires et obsolètes relatives aux enfants, dans l'optique d'élaborer un code de l'enfance qui permettra de transposer dans notre droit interne les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant.

En notre qualité de défenseur désigné de l'Union africaine chargé de promouvoir la fin des mariages d'enfants en 2017, je suis heureux d'informer l'Assemblée qu'une campagne dans ce sens a été lancée dans 20 des 30 pays ciblés en Afrique qui présentent les plus forts taux de prévalence du mariage d'enfants. Ces programmes sont essentiels pour militer plus vigoureusement contre le mariage d'enfants au niveau national. Cette campagne ne cesse de se renforcer. Toutefois, il faut faire beaucoup plus encore. Nous appelons donc tous les partenaires à se joindre à leurs efforts, et, ensemble, faisons entendre notre voix pour protéger nos enfants et nos jeunes. La campagne continuera de prendre de l'essor et de tendre la main aux États membres pour mettre fin le plus rapidement possible à cette pratique néfaste.

Il ne fait aucun doute que l'ONU demeure la seule institution multilatérale capable de relever les défis de notre « monde uni ». Le monde attend de l'Organisation qu'elle promeuve un dialogue sans exclusive autour des défis mondiaux. C'est la seule manière concrète de garantir une coopération internationale constructive et efficace. Il est toutefois nécessaire de réformer l'ONU.

La Zambie estime qu'aucune des réformes de l'ONU qui ont été lancées ne sera complète tant que le Conseil de sécurité n'aura pas fait l'objet d'une véritable réforme. Nous espérons que les réformes rendront le Conseil de sécurité plus représentatif, plus démocratique et plus responsable vis-à-vis de tous les États Membres de l'ONU, quel que soit leur statut. C'est impératif si nous voulons que ses décisions soient acceptées par la communauté internationale tout entière. Étant donné que l'Afrique représente le deuxième plus grand bloc des États Membres de l'ONU, les propositions de réforme du Conseil de sécurité doivent tenir compte de l'appel du continent africain tel qu'énoncé dans le Consensus d'Ezulwini.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer la détermination de la Zambie à coopérer avec la communauté internationale pour lutter contre les nombreux problèmes qui touchent notre peuple, et notamment pour éliminer la pauvreté. Nous ne devons pas laisser passer l'occasion de faire ce que nous

pouvons pour faire de ce monde un monde meilleur pour nous tous.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Zambie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Edgar Chagwa Lungu, Président de la République de Zambie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M^{me} Dalia Grybauskaitė, Présidente de la République de Lituanie

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République de Lituanie.

M^{me} Dalia Grybauskaitė, Présidente de la République de Lituanie, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M^{me} Dalia Grybauskaitė, Présidente de la République de Lituanie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

La Présidente Grybauskaitė (*parle en anglais*) : Le thème du débat cette année nous invite à axer nos efforts sur nos populations et sur notre responsabilité de veiller à ce qu'elles aient un avenir pacifique et durable. Néanmoins, dans le monde d'aujourd'hui, cet avenir pacifique est menacé comme jamais auparavant. Les régimes autoritaires continuent de tuer en toute impunité, les idéologies extrémistes traitent les innocents avec une cruauté indicible et des milliers de personnes meurent après avoir quitté leurs foyers en quête d'une vie meilleure et plus paisible.

Actuellement, l'attention du monde est tournée vers la Corée du Nord et d'autres régions, mais le chantage, le harcèlement et l'agression que nous constatons sur place sont également utilisés par la Russie en Ukraine et le long de la frontière orientale de l'OTAN. Alors même que nous parlons, quelque 100 000 soldats russes participent aux manœuvres militaires Zapad 2017, qui simulent une offensive aux frontières des États baltes, de la Pologne et même de l'Arctique. Le Kremlin répète des scénarios d'agression contre ses voisins, entraînant son armée à attaquer l'Occident. Ces manœuvres font également partie d'une guerre de l'information qui a pour objectif de diffuser

l'incertitude et la peur. Plus inquiétant encore, les manœuvres Zapad 2017 ne sont qu'un symptôme parmi d'autres de l'incapacité du Kremlin à enfin mettre un terme à sa haine de l'Occident.

Malgré la responsabilité particulière qui lui incombe en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de protéger la paix internationale, la Russie a violé la Charte des Nations Unies en attaquant la Géorgie, en annexant illégalement la Crimée et en participant directement à la guerre dans l'est de l'Ukraine. L'arsenal du Kremlin ne se limite pas aux armes classiques. La Russie continue de s'ingérer dans des élections et de mener des cyberattaques, et utilise ses spoutniks pour propager de fausses nouvelles et sa propagande déstabilisatrice. Le chantage à l'énergie a longtemps été l'arme de prédilection de la Russie. Par exemple, au Bélarus, à seulement 40 kilomètres de la capitale de la Lituanie, elle est en train de construire la centrale nucléaire d'Astravets, qui est dangereuse. Il s'agit d'une arme géopolitique qui ne respecte pas les normes nucléaires internationales de base.

Les violations des normes internationales fondamentales ne sont pas sans rapport avec l'indifférence à leur égard de la part de régimes aux quatre coins du monde. Trop souvent, elles découlent de notre incapacité collective à condamner ces violations ou à y réagir de manière adéquate. Encore et encore, le courage nous manque pour faire respecter les règles que nous-mêmes avons établies. Nous traçons dans le sable des lignes rouges, puis faisons mine de croire qu'elles n'existent pas. Cela doit changer. Les brutes sont agressives justement parce qu'elles sont faibles et manquent d'assurance, et c'est pourquoi nous devons cesser d'être des observateurs passifs et commencer à appeler un chat un chat. L'agression ne rend jamais plus fort. Elle ne peut jamais faire gagner ne serait-ce qu'une once de respect. La seule chose qu'engendre l'agression, c'est le mépris, la honte et la condamnation.

La communauté internationale doit assumer sa part de responsabilité. Nous ne pouvons pas laisser la peur l'emporter en fermant les yeux sur les auteurs d'agressions, car cela ne ferait que les encourager à aller plus loin. Nous devons apprendre à lire les signes avant-coureurs, car les violations des droits de l'homme, la rhétorique nationaliste et la répression de la liberté d'expression exploseront dans la violence si nous n'en tenons pas compte.

Enfin, nous devons changer l'Organisation des Nations Unies. Cette instance universelle à nulle

autre pareille a été créée pour sauver le monde de la guerre et de l'instabilité. À ce jour, elle a échoué. Nous sommes maintenant face à un choix : soit nous donnons à l'Organisation une voix pour qu'elle puisse s'élever contre ces violations, soit elle perdra toute pertinence.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République de Lituanie de l'allocution qu'elle vient de prononcer.

M^{me} Dalia Grybauskaitė, Présidente de la République de Lituanie, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de Son Altesse le Cheik Tamim bin Hamad Al-Thani, Émir de l'État du Qatar

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de l'Émir de l'État du Qatar.

S. A. le Cheik Tamim bin Hamad Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. A. le Cheik Tamim bin Hamad Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Cheik Al-Thani (*parle en arabe*) : J'ai le grand plaisir de féliciter S. E. M. Miroslav Lajčák de son accession à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-douzième session. Nous lui souhaitons plein succès dans son mandat. Je tiens également à exprimer ma gratitude à S. E. M. Peter Thomson pour ses précieux efforts dans la conduite des affaires de l'Assemblée générale au cours de la soixante et onzième session. Je saisis en outre cette occasion pour saluer les efforts déployés par le Secrétaire général, S. E. M. António Guterres, qui s'emploie à renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies.

Le maintien de la paix et de la sécurité régionales et internationales est une priorité de la politique étrangère de l'État du Qatar. Les principes et buts qui sont les siens se fondent sur la Charte des Nations Unies et les règles du droit international, qui appellent à une coopération constructive entre les États, au respect mutuel, à la non-ingérence dans les affaires intérieures, à des relations de bon voisinage, à la promotion de la

coexistence pacifique, ainsi que le recours à des moyens pacifiques pour régler les différends.

La question du règlement des différends par des moyens pacifiques continue d'être traitée comme une proposition épisodique et non contraignante. Peut-être le moment est-il venu d'imposer le dialogue et la négociation comme de base de règlement des différends en concluant une convention internationale sur le règlement des différends entre États par des moyens pacifiques.

Dans ce contexte, et après des événements majeurs comme la Seconde Guerre mondiale et les conflits au Rwanda, au Burundi et dans les Balkans au cours du siècle passé, le danger de l'impunité dont bénéficient les auteurs de crimes contre l'humanité et de crimes de génocide est revenu hanter l'humanité en devenant la règle plutôt que l'exception, parce que la légitimité internationale est soumise aux pressions politiques, aux intérêts des parties, aux diktats de la force sur le terrain, qui affirment que la loi de la force l'emporte sur la force de la loi.

À notre avis, les grandes puissances ne doivent pas adopter l'une ou l'autre position extrême, qui voudrait soit qu'ils occupent directement un pays pour lui imposer leur volonté et leur politique, soit qu'il restent les bras croisés assistant en spectateur aux guerres de génocide et aux crimes contre l'humanité perpétrés par des régimes fascistes et despotiques, ou encore à la répression qu'un État occupant continue d'infliger à un peuple sous occupation.

Ces derniers temps, on a de plus en plus le sentiment que les peuples opprimés sont seuls face à leur sort, comme si la scène internationale était régie par la loi de la jungle et que les pays menacés étaient livrés à eux-mêmes et devaient s'appuyer sur leurs alliances et leurs relations, en l'absence d'un système permettant d'appliquer les dispositions du droit international et les conventions et chartes contraignantes.

Nous félicitons le Président d'avoir choisi pour thème de la présente session « Priorité à l'être humain : paix et vie décente pour tous sur une planète préservée ». À cet égard, j'appelle le Gouvernement de la République de l'Union du Myanmar et la communauté internationale à assumer leur responsabilité morale et juridique et à prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à la violence à l'encontre de la minorité rohingya, la protéger et rapatrier les personnes déplacées. Ils doivent, par ailleurs, prévenir la discrimination confessionnelle ou

ethnique à l'égard des Rohingya et veiller à ce qu'ils bénéficient pleinement de leurs droits légitimes en tant que citoyens à part entière. Nous exhortons tous les États à leur fournir une assistance humanitaire.

À chaque fois que je prends la parole ici, je me fais l'avocat d'une coopération internationale constructive, d'une paix juste et des droits des peuples sous occupation, de ceux qui sont victimes de crimes contre l'humanité et de ceux qui sont assiégés. Cette fois-ci, je me tiens ici alors que mon pays et mon peuple font l'objet d'un blocus injuste qui perdure, imposé par nos pays voisins depuis le 5 juin. Ce blocus porte sur tous les aspects de la vie, y compris la rupture des liens familiaux via l'intervention de ces pays. À l'heure actuelle, le Qatar met tout en œuvre pour gérer son fonctionnement – son économie, ses plans de développement et ses contacts avec le monde extérieur – en utilisant des voies aériennes et maritimes que ces pays ne contrôlent pas.

Le blocus a été imposé soudainement et sans avertissement, ce qui fait que les Qataris le considèrent comme une sorte de trahison. Il semble que ceux qui l'ont planifié et mis en œuvre pensaient que cette mesure provoquerait un choc direct qui mettrait l'État du Qatar à genoux et le conduirait à se soumettre totalement.

Pire, ceux qui ont planifié ce blocus ont jugé nécessaire de se fonder sur des déclarations fabriquées de toutes pièces qui m'ont été attribuées et qui ont été publiées le site Web de l'agence de presse du Qatar après l'avoir piraté. Les médias contrôlés par ces pays ont donc été mobilisés et étaient prêts à lancer une campagne d'incitation préméditée, dans le cadre de laquelle toutes les valeurs, mœurs et normes ont été violées et la vérité a croulé sous un torrent de mensonges. On continue de dépenser beaucoup d'argent pour alimenter cette machine de fabrication et de diffusion de mensonges dans l'espoir d'induire les gens en erreur en déformant la vérité.

Malgré que ces actes de piratage et de falsification des déclarations de l'Émir d'un État souverain aient été exposés au grand jour, les pays qui ont imposé le blocus n'ont pas changé de cap et ne sont même pas excusés pour ces mensonges. Au contraire, ils ont intensifié leur campagne, dans l'espoir que le blocus aurait des effets cumulatifs sur notre économie et notre société, étant donné qu'il n'avait pas eu d'effets directs. Les auteurs de ces actes de piratage et de falsification des déclarations ont commis une agression contre un État souverain. Ce crime a été commis délibérément, à des fins politiques,

et a été suivi de toute une série de déclarations politiques qui ont fait fi de la souveraineté de notre pays. Elles ont choqué le monde entier.

Cet acte honteux a de nouveau soulevé des questions au niveau international sur la sécurité numérique, la cybercriminalité et le piratage électronique. Il a également mis en lumière les préoccupations que suscite, au sein des milieux officiels et populaires de par le monde, l'absence de lois claires et d'institutions à l'échelle internationale pour régler ce domaine dangereux et vital ou pour punir les auteurs de crimes transnationaux. Le moment est venu de prendre des mesures à cet égard. Nous sommes prêts à apporter notre contribution à cet effort collectif.

Les pays qui ont imposé ce blocus injuste au Qatar se sont ingérés dans les affaires intérieures de notre État en exerçant des pressions sur les citoyens en se servant de produits alimentaires, de médicaments et de liens familiaux, pour les forcer à changer de position politique, et ce, en vue de déstabiliser un État souverain. N'est-ce pas là l'une des définitions du terrorisme?

Ce blocus illégal a non seulement porté atteinte à l'économie et constitue une violation des accords de l'Organisation mondiale du commerce, mais il s'agit également d'une violation des conventions relatives aux droits de l'homme par des mesures arbitraires qui ont causés des préjudices sociaux, économiques et religieux à des milliers de citoyens et de résidents des pays du Conseil de coopération du Golfe, en violant les droits de l'homme les plus élémentaires, tels que le droit au travail, le droit à l'éducation, le droit à la liberté de circulation et le droit à la propriété privée.

Cependant, les pays qui ont imposé ce blocus ne se sont pas arrêtés là. Ils se sont mis à persécuter leurs propres citoyens sur leur propre territoire et à leur imposer des peines d'emprisonnement et des amendes rien que pour avoir exprimé leur sympathie envers l'État du Qatar, même dans les médias sociaux. Il s'agit d'un cas sans précédent dans le monde, qui constitue une violation des conventions et accords relatifs aux droits de l'homme qui garantissent le droit de chacun à la liberté d'opinion et d'expression.

Certains pays se permettent non seulement d'attaquer des pays voisins pour imposer leur politique étrangère et leur politique relative aux médias, mais ils pensent également que le fait d'avoir beaucoup d'argent leur permet de faire pression sur d'autres pays et de leur faire du chantage pour qu'ils se joignent à eux pour

mener cette agression, alors qu'ils doivent eux-mêmes rendre compte de leurs actes sur le plan international.

Les pays qui ont imposé le blocus à l'État du Qatar s'ingèrent dans les affaires intérieures de nombreux pays et accusent tous ceux qui s'y opposent, au niveau national ou à l'étranger, de terrorisme. Ce faisant, ils sapent les efforts de lutte contre le terrorisme, tout en s'opposant aux réformes et en soutenant dans notre région les régimes autoritaires dont les prisons constituent le terreau du terrorisme.

Nous n'avons pas été les seuls surpris par ce blocus, car de nombreux pays dont les dirigeants ont remis en question les motifs et les raisons invoqués ont également été surpris. Les pays qui ont imposé ce blocus ont promis à tous ceux qui leur ont demandé d'en expliquer les raisons qu'ils allaient leur fournir des preuves de leurs allégations absurdes et de leurs fausses déclarations à l'encontre du Qatar, lesquelles ne cessent de changer en fonction de l'identité de la personne interrogée. Tout le monde attend toujours des preuves, qui n'arrivent pas et n'arriveront jamais, car elles n'existent pas. Au contraire, ces allégations contredisent de nombreuses preuves de la contribution que le Qatar apporte à la lutte contre le terrorisme, reconnue par l'ensemble de la communauté internationale.

L'État du Qatar a combattu le terrorisme, et toute la communauté internationale peut en témoigner. Il combat encore le terrorisme et continuera à le faire. Il est du côté de ceux qui mènent cette lutte sur le plan de la sécurité et estime qu'il faut également lutter contre le terrorisme sur le plan idéologique. Le Qatar fait plus que cela; il s'emploie à éliminer les causes profondes du terrorisme en fournissant une éducation à 7 millions d'enfants dans le monde entier, afin qu'ils ne soient pas victimes de l'ignorance et des idées radicales.

Nous avons refusé de céder aux diktats imposés au moyen des pressions et du blocus, et notre peuple n'en attend pas moins de nous. Dans le même temps, nous sommes ouverts au dialogue sans diktats et nous avons exprimé notre volonté de régler les différends grâce à des compromis fondés sur des engagements communs. Le règlement des conflits par des moyens pacifiques est l'une des priorités de notre politique étrangère. Je réitère ici mon appel à un dialogue sans conditions préalables, sur la base du respect mutuel de la souveraineté. Je me félicite vivement des efforts de médiation sincères lancés par mon frère, S. A. le Cheik Sabah Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, Émir de l'État frère du Koweït, et que l'État du Qatar appuie depuis le début de la crise. Je

remercie également tous les pays qui ont soutenu cette médiation.

Qu'il me soit permis, à cette occasion, de dire combien je suis fier du peuple du Qatar, ainsi que de ses résidents de différentes nationalités et cultures. Les Qatariens ont su faire face aux conditions résultant de ce blocus, ont rejeté les diktats avec détermination et fierté, ont insisté sur l'indépendance des décisions souveraines du Qatar et ont renforcé leur unité et leur solidarité, tout en gardant leurs manières raffinées et en préservant leurs progrès malgré la brutalité de la campagne qui a été lancée contre eux et leur pays.

Je tiens à réitérer mes remerciements aux pays frères et amis qui reconnaissent l'importance du respect de la souveraineté des États et des normes droit international. Je les remercie en outre d'avoir continué à soutenir le peuple qatarien durant cette crise.

Le terrorisme et l'extrémisme font partie des problèmes les plus graves auxquels le monde est confronté. Pour y faire face, il faut mener une action concertée contre les organisations terroristes et leur idéologie extrémiste afin de préserver la sécurité de l'humanité et la stabilité du monde. Les gouvernements du monde entier n'ont d'autre choix que coopérer pour faire face à la menace du terrorisme en tant que problème de sécurité. Toutefois, on ne peut vaincre le terrorisme et l'extrémisme à la source qu'en s'attaquant à leurs causes profondes d'ordre social, politique et culturel. Nous devons également veiller à ce que la lutte contre le terrorisme ne serve pas de prétexte à des représailles ou des bombardements visant des civils.

La lutte contre le terrorisme et l'extrémisme a toujours été et demeure une priorité absolue pour nous. J'en veux pour preuve la participation active de l'État du Qatar aux efforts régionaux et internationaux de la mise en œuvre des mesures énoncées dans la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, adoptée en 2006, et de toutes les résolutions et mesures du Conseil de sécurité relatives à la lutte contre le terrorisme et contre le financement du terrorisme, ainsi que sa participation à la coalition internationale et aux organisations régionales et ses relations bilatérales avec les États-Unis et de nombreux pays du monde. L'État du Qatar poursuivra l'action qu'il mène à cet égard à l'échelon régional et international et il continuera de la développer.

Si nous réaffirmons notre condamnation du terrorisme et de l'extrémisme sous toutes leurs formes,

nous n'en rejetons pas moins la politique du deux poids, deux mesures dans le traitement de ce phénomène sur la base de l'identité des auteurs de ces actes et refusons qu'on l'associe à une religion, une race, une civilisation, une culture ou une société particulières.

Les conflits au Moyen-Orient sont ceux qui représentent la plus grande menace pour la paix et la sécurité internationales en raison de l'importance vitale de cette région pour le monde. Israël continue d'y entraver la réalisation d'une paix durable, juste et globale; il continue de rejeter l'Initiative de paix arabe. Le Gouvernement israélien continue de faire preuve d'intransigeance et de poursuivre une stratégie visant à modifier la donne sur le terrain; il continue de construire et d'étendre les colonies de peuplement dans les territoires occupés; il poursuit la judaïsation d'Al-Qods; il empêche les fidèles d'accéder à l'esplanade des Mosquées pour y faire leurs prières – ce qui constitue un acte grave de provocation; et il continue d'imposer un siège à Gaza.

La communauté internationale doit accorder la priorité absolue à la reprise des négociations de paix dans un délai déterminé afin de mettre fin à l'occupation par Israël de territoires arabes. Elle doit viser à trouver un règlement juste, global et définitif, conformément à la solution des deux États dont elle est convenue sur la base des résolutions de la légitimité internationale et de l'Initiative de paix arabe. Cela ne pourra se concrétiser qu'avec la création d'un État palestinien indépendant, à l'intérieur des frontières de 1967, avec pour capitale Al-Qods Al-Charif. Je demande encore une fois aux frères palestiniens de réaliser la réconciliation nationale, d'unifier leurs positions et de parler d'une seule voix pour contrer les menaces et relever les défis auxquels sont confrontés la question palestinienne et l'avenir du peuple palestinien.

La communauté internationale n'est toujours pas en mesure de trouver un règlement à la crise syrienne malgré ses conséquences et ses graves répercussions sur la région et sur le monde. Les initiatives politiques visant à parvenir à un règlement sont toujours entravées du fait d'intérêts internationaux et régionaux divergents qui font qu'on se retrouve à protéger ceux contre lesquels on est censés faire front commun. La communauté internationale refuse d'assumer sa responsabilité juridique et morale et notamment de veiller à la mise en œuvre des résolutions qu'elle a adoptées, tout cela parce qu'elle se soumet à la logique de la force. Il faut s'attacher sérieusement à parvenir à une solution

politique de la crise syrienne d'une façon qui réponde aux aspirations des Syriens à la justice, à la dignité et à la liberté, et qui préserve l'unité et la souveraineté de la Syrie, conformément aux décisions issues de la Conférence de Genève sur la Syrie. Le Qatar n'épargnera aucun effort pour fournir aide et appui afin d'atténuer les souffrances humanitaires des frères syriens et de s'acquitter des engagements qu'il a pris à cet égard dans le cadre des Nations Unies.

La communauté internationale, qui a renoncé à la tâche qui lui incombe de protéger les civils, va-t-elle aussi renoncer à faire répondre de leurs actes les criminels de guerre? L'impunité aura des conséquences graves sur la situation en Syrie et sur la région et déterminera à l'avenir le comportement des régimes dictatoriaux vis-à-vis de leurs peuples en l'absence de tout élément de dissuasion.

S'agissant de la Libye, il est possible d'y parvenir à une entente nationale qui préserve l'unité, la souveraineté et le tissu social du pays et d'y rétablir la stabilité grâce à une conjugaison des efforts locaux et internationaux. Il nous appartient à tous de redoubler d'efforts et d'appuyer le Gouvernement d'entente nationale – mis en place grâce à l'appui des Nations Unies – qui s'efforce de rétablir la stabilité et de lutter contre le terrorisme et ses graves répercussions. L'État du Qatar a appuyé les efforts internationaux de médiation et il continuera de les appuyer à l'avenir pour répondre aux aspirations des Libyens.

Concernant l'Iraq, nous appuyons le Gouvernement iraquien qui s'attache à garantir la sécurité, la stabilité et l'unité du pays et du peuple, et nous saluons les victoires qu'il a remportées dans le cadre de sa lutte contre le terrorisme. Nous réaffirmons que l'État du Qatar continuera de lui fournir tout le soutien dont il a besoin pour compléter ses victoires, répondre aux aspirations des Iraquiens à l'égalité entre tous les citoyens et retrouver sa place dans le concert régional et international.

Pour ce qui est du Yémen, nous insistons sur la nécessité de préserver l'unité du Yémen et de garantir sa sécurité et sa stabilité, ainsi que de mettre fin aux combats et à l'état de guerre et d'adopter le dialogue, le règlement politique et la réconciliation nationale comme base pour mettre fin à cette crise et mettre en œuvre la résolution 2216 (2015). Nous demandons à la communauté internationale de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire aux différentes régions yéménites. L'État du Qatar appuie les efforts faits par l'Envoyé

spécial des Nations Unies pour mettre fin à cette crise et pour répondre aux aspirations des frères Yéménites à l'unité, à la sécurité et à la stabilité.

Attaché à la sécurité et la stabilité dans la région du Golfe, le Qatar appelle de nouveau, comme il a eu déjà à le faire du haut de cette tribune, à l'ouverture d'un dialogue constructif entre les pays membres du Conseil de coopération du Golfe et l'Iran sur la base des intérêts communs, du principe de bon voisinage, du respect de la souveraineté des États et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures.

Dans le cadre de l'action menée au niveau international pour répondre aux crises humanitaires, l'État du Qatar continue d'aider à répondre aux besoins humanitaires croissants dans le monde. Nous avons augmenté les contributions financières versées au Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) afin de permettre aux Nations Unies de mettre en œuvre leurs programmes et de fournir une assistance humanitaire à ceux qui en ont besoin dans le monde.

Pour rappel, l'État du Qatar occupe la troisième place sur la liste des principaux pays donateurs d'OCHA pour 2017. Nous continuons aussi de fournir une aide aux pays qui trouvent des difficultés à mettre en œuvre leur plans de développement. Je rappelle ici que dans l'indice de développement humain, le Qatar occupe la première place dans le monde arabe et la 33^{ème} dans le monde, ce qui confirme l'efficacité de ses politiques en matière de développement humain. Nous attendons avec intérêt la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies, que nous nous sommes engagés tous à œuvrer à réaliser.

Enfin, nous réaffirmons que l'État du Qatar n'épargnera aucun effort pour renforcer le rôle de l'ONU et les efforts qu'elle déploie pour répondre aux aspirations de la communauté internationale à la paix et à la sécurité, et pour promouvoir les droits de l'homme et le développement. Le Qatar restera, comme à son habitude, une Mecque pour les opprimés et poursuivra ses efforts de médiation en vue de trouver des règlements justes dans les zones de conflit.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée, je tiens à remercier l'Émir de l'État du Qatar de l'allocution qu'il vient de prononcer.

Cheikh Tamim bin Hamad Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République turque

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République turque.

Mr. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République turque, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Recep Tayyip Erdoğan, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Erdoğan (*parle en turc; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Au nom de mon pays et en mon propre nom, je salue l'Assemblée générale avec respect.

Je tiens à remercier M. Peter Thomson pour son excellent travail au cours de l'année écoulée en tant que Président de l'Assemblée générale à sa soixante et onzième session. Je voudrais également féliciter M. Miroslav Lajčák de son accession à la présidence de l'Assemblée générale.

J'espère que la présente session de l'Assemblée générale, qui a été convoquée sous le thème « Priorité à l'être humain : paix et vie décente pour tous sur une planète préservée », apportera le bien-être à tous les peuples du monde.

Malheureusement, la paix et la stabilité mondiales ont encore reculé depuis notre rencontre dans cette salle l'année dernière. Nous continuons de voir le visage hideux de la terreur et de la guerre aux quatre coins du monde. Les terroristes, enhardis par un environnement conflictuel, poursuivent leurs actions, semant la terreur dans différentes régions. Nous observons avec anxiété les actions violentes commises par des courants radicaux converger vers la xénophobie, le racisme culturel et l'animosité contre l'islam.

Le moyen le plus efficace d'inverser cette tendance négative consiste à s'engager dans une coopération sincère dans cette salle. Nous devons élaborer une nouvelle vision pour promouvoir la paix mondiale. Aucune crise, aucune menace ne peut être réglée si on l'autorise à suivre son cours. Nous devons tous assumer la responsabilité d'un monde plus sûr et plus prospère. C'est dans cet esprit que la Turquie poursuit une politique étrangère dynamique et humanitaire.

Le conflit syrien est entré dans sa septième année. Ce conflit a causé des blessures profondes dans le pays, la région et le monde entier. En Syrie, une civilisation entière est en train d'être anéantie, tout comme des civils et des enfants innocents. Le terrorisme, qui détruit le pays et s'alimente de l'instabilité et de l'oppression, se propage comme un cancer à travers les frontières. Le peuple syrien, qui revendiquait la démocratie, la liberté, la justice et un avenir radieux, a malheureusement été abandonné par la communauté internationale.

La Turquie ne saurait rester indifférente à la tragédie de ces personnes, que nous considérons comme nos frères et sœurs, indépendamment de leur origine ou de leur croyance, et auxquelles nous sommes liés par des liens historiques profonds. Depuis le début du conflit en Syrie au printemps 2011, nous avons déployé toutes sortes d'efforts humanitaires et politiques pour résoudre le problème, et nous poursuivrons sur cette voie. Nous accueillons actuellement plus de 3 millions de Syriens et plus de 200 000 Iraquiens dans notre pays. Avec la Russie et l'Iran, nous avons lancé les réunions d'Astana, auxquelles toutes les parties au conflit participent, en vue d'instaurer un cessez-le-feu permanent et la paix dans le pays.

À la suite de nos initiatives, le processus de Genève, longtemps bloqué, a pu être relancé. Nous mettons en pratique un nouveau plan pour garantir la sécurité de la région d'Edleb en Syrie, dans le cadre de l'accord conclu à Astana. La Turquie appuiera toute avancée vers l'édification d'une Syrie stable et prospère, sur la base de l'intégrité territoriale du pays et du respect des exigences démocratiques de son peuple.

Nous avons pris et continuerons de prendre toutes sortes de mesures pour ceux qui sont venus dans notre pays en raison de la crise syrienne et pour endiguer l'afflux de réfugiés vers l'Europe. Nous répondons à tous les besoins de ces personnes, de l'hébergement à la nourriture et aux vêtements, en passant par les soins de santé et l'éducation, et tous ceux qui se rendent dans notre pays peuvent constater la qualité de nos services. Toutefois, je tiens à souligner que la communauté internationale, en particulier l'Union européenne, n'a pas suffisamment appuyé nos efforts. Les dépenses consenties par nos institutions publiques, les organisations de la société civile et notre peuple pour répondre aux besoins de ceux qui vivent dans les camps et les villes en Turquie ont dépassé les 30 milliards de dollars. En réponse, l'Union européenne n'a envoyé que 820 millions d'euros sur les deux fois 3 milliards

d'euros qu'elle avait promis. Le montant total de l'aide apportée par la communauté internationale par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies se situe toujours autour des 520 millions de dollars. Je dois souligner qu'aucune part de l'aide prévue pour les Syriens ne va à notre propre budget; la totalité de l'aide est fournie à ceux qui en ont besoin par les organismes humanitaires, par l'intermédiaire des institutions compétentes des Nations Unies.

Devant le monde entier, j'en appelle ici aux pays et aux organisations internationales qui ont fait reposer la totalité du fardeau des 3,2 millions de personnes sur les épaules de la Turquie à honorer les promesses qu'ils ont faites. De fait, la Turquie est un pays qui participe aux activités d'aide humanitaire et d'aide au développement partout dans le monde. Non seulement nous accueillons ceux qui viennent dans notre pays, mais par l'intermédiaire de l'Agence turque de coopération et de coordination, de l'Autorité turque pour la gestion des catastrophes et du Croissant-Rouge turc, ainsi que diverses organisations de la société civile, nous venons en aide à tous ceux qui souffrent et qui sont opprimés, où qu'ils se trouvent. Par exemple, à ce jour, par l'entremise de ses institutions officielles et des organisations de la société civile, la Turquie a dépensé 1 milliard de dollars pour la reconstruction de la Somalie. Le travail que nous menons à bien et les résultats que nous avons obtenus en Somalie pourraient d'ailleurs servir d'exemple pour des efforts similaires.

Selon les statistiques confirmées de l'Organisation de coopération et de développement économiques, avec 6 milliards de dollars dépensés au titre de l'aide humanitaire et au développement en 2016, la Turquie se classe au deuxième rang des principaux donateurs et contributeurs dans le monde en termes de produit national brut. Pourtant, la Turquie est la dix-septième économie du monde. Consacrant 0,8% de son revenu national à l'aide humanitaire, la Turquie est un des six pays susceptible d'atteindre l'objectif fixé par l'ONU.

La Turquie s'emploie donc avec diligence à réaliser un monde durable, qui est le thème de la présente session de l'Assemblée générale. Nous poursuivrons nos efforts au cours des prochains jours, avec le même état d'esprit.

La Turquie est engagée dans une lutte intense contre les organisations terroristes meurtrières de la région, telles que Daech et le Parti des travailleurs du Kurdistan, qui se nourrissent de l'instabilité en Syrie et Iraq. En outre, nous luttons également contre

l'organisation terroriste fethullahiste, qui a tenté de renverser le régime légitime et démocratique de la Turquie par un coup d'État sanglant. Grâce à l'opération Bouclier de l'Euphrate lancée en Syrie à la suite des attaques de Daech à nos frontières, nous avons libéré 243 zones résidentielles et une étendue de terre de plus de 2 000 kilomètres. Au cours de cette opération, nous avons neutralisé près de 3 000 militants de Daech. Environ 100 000 Syriens sont rentrés et se sont réinstallés dans la région que nous avons débarrassée des terroristes. L'opération Bouclier de l'Euphrate est la plus grande réussite obtenue contre Daech depuis que l'organisation terroriste occupe la région.

Je me dois de souligner le fait suivant devant l'Assemblée. La plupart des groupes et forces qui prétendent combattre Daech dans la région n'en ont réellement aucune intention. Ces groupes et ces forces utilisent Daech comme prétexte pour réaliser leurs propres objectifs.

Les efforts que déploient les Unités de protection populaire du Parti de l'Union démocratique pour modifier la structure démographique des régions qu'elles ont prises, saisir les biens de la population et tuer ou expulser ceux qui s'opposent à elles constituent des crimes contre l'humanité.

Si la lutte contre Daech n'est pas menée légitimement, le monde sera inmanquablement confronté à la menace de nouvelles entités similaires à Daech.

Des approches similaires existent en Iraq, un pays qui a également besoin de compromis réalisés sur la base de son intégrité territoriale et où doit se concrétiser l'idéal de l'édification d'un avenir commun. Les mesures telles que les appels à l'indépendance qui pourraient provoquer des crises et des conflits nouveaux dans la région doivent être évitées. Nous appelons donc le Gouvernement régional kurde en Iraq à renoncer à l'initiative qu'il a lancée à cette fin. Le fait d'ignorer la position claire et déterminée de la Turquie sur cette question pourrait déclencher un processus susceptible de priver le Gouvernement régional kurde en Iraq des possibilités auxquelles il a accès actuellement. Nous devons tous nous employer à renforcer la tranquillité, la paix, la sécurité et la stabilité dans la région au lieu de provoquer de nouveaux conflits.

Outre la Syrie et l'Iraq, nous suivons également de près la situation dans certaines régions de la Libye et du Yémen où des organisations terroristes tentent

d'asseoir leur influence. L'appui de la communauté internationale au Gouvernement libyen légitime contribuera grandement à la stabilité du pays. Il convient de garder à l'esprit le fait que si les erreurs commises en Syrie et en Iraq se répètent en Libye, cela exposera le monde entier, en particulier l'Europe, à des menaces bien plus graves.

Une autre question à laquelle la Turquie attache une importance particulière est le règlement immédiat du conflit qui a éclaté dans la région du Golfe. Nous estimons que les sanctions qui ont une incidence néfaste sur les conditions de vie du peuple qatarien doivent être levées sur-le-champ. Nous appuyons les efforts de médiation de l'Émir du Koweït, le Cheik Sabah Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, en vue de régler la crise. Nous espérons que ces efforts donneront des résultats positifs. Nous espérons également que l'Arabie saoudite, pays que nous considérons comme le grand frère de la région du Golfe, manifesterà une volonté sincère de régler cette question.

Un autre problème important est la question de Palestine, que nous considérons comme la plaie ouverte du monde, et, par extension, la protection du statut historique de Jérusalem et du Haram al-Charif, à savoir le mont du Temple. La crise qui a touché le Haram al-Charif en juillet a démontré le caractère délicat de cette question. La poursuite du processus de paix n'est envisageable qu'à condition qu'Israël mette fin immédiatement à ses activités de colonisation illégales et prenne des mesures en vue de réaliser la solution des deux États.

Dans ce contexte, j'appelle la communauté internationale à appuyer nos frères et sœurs palestiniens à Jérusalem-Est, en Cisjordanie et à Gaza dans leur lutte pour la création d'un État palestinien indépendant et géographiquement unifié.

En dépit de l'absence actuelle de conflit sur place, la région des Balkans est un autre lieu menacé par la crise et qui reste confronté à de graves problèmes. C'est la raison pour laquelle nous attachons une grande importance à l'intégration des pays des Balkans aux institutions euro-atlantiques. La Turquie continuera de jouer son rôle pour que la paix, la stabilité et le bien-être l'emportent dans cette partie exceptionnelle du monde.

L'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie est la clef de la stabilité régionale dans le sud du Caucase. En conséquence, nous devons accentuer nos

efforts pour régler les conflits dans le Haut-Karabakh, en Abkhazie et en Ossétie du Sud.

Nous ne devons jamais oublier que toute crise que nous ignorons aujourd'hui pourrait déclencher une crise régionale, voire mondiale, demain. Dans ce contexte, je tiens également à souligner que nous sommes opposés aux armes nucléaires de toute sorte, qui ont mobilisé une attention mondiale croissante ces derniers jours. Il est clair que nous ne pouvons surmonter ces problèmes à moins de débarrasser complètement le monde du fléau des armes nucléaires.

Nous sommes également attristés par le fait que le processus de négociation global entamé en 2008 a pris fin du fait de l'attitude incompréhensible des Chypriotes grecs. Nous ferons de notre mieux pour veiller à ce que les ressources naturelles découvertes dans l'est de la Méditerranée ces dernières années contribuent à promouvoir la paix, la stabilité et le bien-être dans la région. Nous sommes disposés à examiner les propositions en vue d'un règlement qui respecte les droits des Chypriotes turcs.

Notre monde, qui est déjà aux prises avec tous ces problèmes mondiaux et régionaux, a été une fois de plus choqué par la triste nouvelle qui nous est parvenue du Myanmar il y a quelques semaines. La communauté musulmane de l'État rakhine, au Myanmar, est victime de ce qui s'apparente presque à un processus de nettoyage ethnique, et des actes terroristes de provocation sont utilisés comme prétexte. Les villages des musulmans rohingya, qui vivent déjà dans une pauvreté et une misère extrêmes, privés de leurs droits de citoyenneté, sont incendiés et des centaines de milliers de personnes ont été forcées de quitter la région et le pays.

Les camps établis au Bangladesh vers lesquels sont orientées les personnes qui quittent la région ne sont pas en mesure de répondre à leurs besoins humanitaires les plus élémentaires. Comme c'est le cas en Syrie, la communauté internationale ne se montre pas à son avantage en ce qui concerne la situation humanitaire des musulmans rohingya. Si la tragédie au Myanmar n'est pas endiguée, l'histoire de l'humanité sera une fois de plus entachée. Le plus important est de veiller à ce que les Rohingyas qui se sont réfugiés hors de leur pays, en particulier au Bangladesh, vivent dans la paix et la sécurité et connaissent le bien-être sur leurs terres, qu'ils occupent depuis des siècles. La Turquie s'efforce également de contribuer au règlement de cette crise.

Récemment, à l'occasion d'une réunion de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), nous avons organisé une session extraordinaire sur cette question à Astana, la capitale du Kazakhstan, avec les pays participants. Mon épouse, mon fils et nos ministres qui ont visité les camps établis au Bangladesh immédiatement après la dernière crise ont observé personnellement la situation humanitaire des personnes qui y vivent. Des vêtements, des vivres et d'autres formes d'aide humanitaire étaient fournies, et nous nous tournons maintenant vers la deuxième phase de cette aide. Nous organiserons une réunion du Groupe de contact de l'OCI sur les musulmans rohingya à l'ONU cet après-midi. Comme je l'ai mentionné, mon épouse, mon fils, nos ministres et certaines organisations non gouvernementales turques se sont rendus dans la région. L'Agence de coopération et de coordination de la Turquie, l'organisation d'aide turque officielle, est également présente dans la région; elle est la seule organisation qui fournit une assistance.

En outre, le Croissant-Rouge turc et d'autres organisations non gouvernementales continuent de fournir une aide humanitaire aux musulmans de l'État rakhine, au Myanmar. Si les pays concernés mobilisent les moyens nécessaires, nous souhaiterions poursuivre nos activités d'aide de manière plus globale. J'ai abordé ces questions avec le Secrétaire général de l'ONU, S. E. M. António Guterres, et nous nous préparons à prendre de nouvelles mesures.

Tous ces événements et ces tragédies humanitaires confirment la pertinence de notre appel à la restructuration de l'ONU, en particulier le Conseil de sécurité, qui est symbolisé par notre devise, « Le monde ne se limite pas à cinq pays ». Réunis ici sous ce toit, nous devons comprendre qu'il est plus que temps de réformer le Conseil de sécurité. Sous ce toit, nous représentons le monde entier, mais si nous ne pouvons pas faire preuve de la volonté nécessaire pour empêcher les meurtres perpétrés par des organisations terroristes ou prévenir les crises humanitaires, alors chacun cherchera les moyens de régler ses problèmes par soi-même.

Si cette perception l'emporte, notre monde sera entraîné dans une nouvelle spirale de chaos et de cruauté. Si les pays occidentaux n'empêchent pas les tendances telles que la xénophobie, le racisme et l'animosité contre l'islam, si les pays des régions en crise dans le monde ne font pas montre d'une volonté résolue de lutter contre les organisations terroristes et la pauvreté, et si nous ne coopérons pas tous ensemble sur tous ces fronts,

alors comment pouvons-nous imaginer atteindre nos idéaux de paix et d'une vie décente pour tous sur une planète durable?

Nous appuyons l'action du Secrétaire général en ce sens, et nous avons d'ailleurs coopéré étroitement avec lui durant son mandat de Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Il n'est dans l'intérêt de personne d'insister pour le maintien de ce système faussé qui, sous sa forme actuelle, n'a plus la capacité de prendre des mesures concrètes pour le bien de l'humanité.

Nous voulons que le Conseil de sécurité ait une structure démocratique, transparente, équitable et efficace. Nous proposons un Conseil de sécurité composé de 20 membres ayant les mêmes droits et compétences, au sein duquel chaque membre siègerait pour deux ans et qui serait renouvelé pour moitié chaque année. De cette manière, tous les pays du monde auraient leur mot à dire dans cet organe important lorsqu'ils seraient appelés à siéger. Il est impératif que nous transformions l'ONU parce que le monde est en train de changer. Nous vivons dans un monde différent de celui dans lequel l'ONU a été créée après la Seconde Guerre mondiale. Nous devons envisager une ONU administrée par les représentants du monde entier, incarnant la conscience commune de l'humanité.

Avant de terminer mon propos, je voudrais rappeler à l'Assemblée que, quelle que soit la couleur de notre peau ou de nos yeux, nos larmes sont les mêmes. J'exhorte l'Assemblée à prendre immédiatement des mesures pour arrêter les larmes qui coulent dans différentes régions du monde. J'espère que les travaux de la soixante-douzième session de l'Assemblée générale contribueront à nos efforts dans ce sens. Sur ces dernières pensées, je salue avec amitié et respect tous les pays et tous les peuples représentés sous ce toit, dans ce parlement commun de l'humanité. En mon nom propre, et au nom de mon pays, je présente mes salutations à l'Assemblée. Que Dieu bénisse l'Assemblée.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :

Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République turque de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Recep Tayyip Erdoğan, *Président de la République turque, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

M. Danon (*Israël*), *Vice-Président, assume la présidence.*

Point 8 de l'ordre du jour (*suite*)

Débat général

Allocution de M. Benjamin Netanyahu, Premier Ministre de l'État d'Israël

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de l'État d'Israël.

M. Benjamin Netanyahu, *Premier Ministre de l'État d'Israël, est escorté à la tribune.*

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :
J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Benjamin Netanyahu, Premier Ministre de l'État d'Israël, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Netanyahu (*Israël*) (*parle en anglais*) :
Nous sommes au milieu d'une grande révolution – une révolution qui concerne la place d'Israël parmi les nations. Elle a lieu parce que de très nombreux pays de par le monde se sont enfin rendu compte de ce qu'Israël pouvait faire pour eux. Ces pays reconnaissent désormais ce que de brillants investisseurs, tel Warren Buffett, et de grandes entreprises, telles que Google et Intel, ont compris et savent depuis des années : Israël est le pays de l'innovation, un lieu privilégié pour les technologies de pointe dans les domaines de l'agriculture, de l'approvisionnement en eau, de la cybersécurité, de la médecine ou des véhicules autonomes. Tout ce que vous pouvez imaginer, nous l'avons.

Désormais, ces pays reconnaissent également les capacités exceptionnelles d'Israël en matière de lutte contre le terrorisme. Ces dernières années, Israël a collecté des renseignements qui ont empêché des dizaines d'attaques terroristes de grande ampleur dans le monde. Nous avons sauvé d'innombrables vies. Les représentants ne le savent peut-être pas, mais leurs gouvernements, si. Et ils collaborent étroitement avec Israël pour faire en sorte que leurs pays – et leurs citoyens – soient en sécurité.

À cette même tribune, l'an dernier, j'avais parlé de ce profond changement concernant la place d'Israël dans le monde (voir A/71/PV.14). Voyons ce qui s'est produit depuis. En un an, des centaines de présidents, premiers ministres, ministres des affaires étrangères et autres dirigeants se sont rendus en Israël – beaucoup pour la première fois. Parmi ces nombreuses visites, deux ont été véritablement historiques. En mai, le Président Trump est devenu le premier Président des

États-Unis à inclure Israël dans son premier déplacement à l'étranger. Le Président Trump s'est rendu au Mur des lamentations, au pied du mont du Temple, là où les temples du peuple juif s'élèvent depuis près de 1 000 ans. Lorsque le Président a touché ces pierres antiques, il a touché nos cœurs à jamais.

En juillet, le Premier Ministre Modi est devenu le premier Premier Ministre indien à se rendre en Israël. Certains ici en ont peut-être vu les images. Nous sommes allés sur une plage de Hadera. Nous avons roulé ensemble dans une jeep équipée d'un dispositif de dessalement portable inventé par un jeune entrepreneur israélien. Nous avons enlevé nos chaussures pour entrer dans la mer Méditerranée et avons bu de l'eau de mer qui avait été purifiée à peine quelques minutes auparavant. Nous avons imaginé les possibilités infinies que cela recelait pour Israël, pour l'Inde et pour l'ensemble de l'humanité.

Au cours de l'année écoulée, Israël a accueilli de nombreux dirigeants mondiaux. J'ai eu l'honneur de représenter mon pays sur six continents différents en une année. Je me suis rendu en Afrique, où j'ai vu des innovateurs israéliens augmenter le rendement des récoltes, convertir de l'air en eau, lutter contre le sida. Je me suis rendu en Asie, où nous avons renforcé nos relations avec la Chine et Singapour et élargi notre coopération avec nos amis musulmans en Azerbaïdjan et au Kazakhstan. Je me suis rendu en Europe, à Londres et à Paris, à Thessalonique et à Budapest, où nous avons renforcé nos liens économiques et de sécurité. Je suis allé en Australie, devenant ainsi le premier Premier Ministre israélien à rendre visite à notre grand allié des antipodes. Et la semaine dernière, je suis allé en Amérique du Sud : je me suis rendu en Argentine et en Colombie, puis au Mexique, devenant ainsi, croyez-moi ou non, le premier Premier Ministre israélien à se rendre en Amérique latine. Après 70 ans, le monde embrasse Israël et Israël embrasse le monde.

En un an, je me suis rendu sur six continents. Il est vrai que je ne me suis pas encore rendu en Antarctique, mais je veux y aller, parce que j'ai entendu dire que les pingouins sont eux aussi des partisans enthousiastes d'Israël. Vous pouvez rire. Mais les pingouins n'ont aucune difficulté à reconnaître que certaines choses sont noires ou blanches, bonnes ou mauvaises. Malheureusement, lorsqu'il s'agit de décisions de l'ONU concernant Israël, cette simple constatation est trop souvent absente. Elle était absente en décembre dernier, lorsque le Conseil de sécurité a adopté la

résolution 2334 (2016) contre Israël, faisant reculer la cause de la paix.

Elle était absente en mai dernier, lorsque l'Organisation mondiale de la Santé – il faut l'entendre pour le croire – a adopté un projet de résolution parrainé par la Syrie critiquant Israël pour les conditions sanitaires sur les hauteurs du Golan. Comme le dirait le grand John McEnroe : « Vous plaisantez ! » C'est absurde. La Syrie a bombardé, affamé, gazé et assassiné des centaines de milliers de ses propres citoyens, et en a blessé des millions d'autres, alors qu'Israël a fourni des soins médicaux vitaux à des milliers de victimes syriennes de ce même carnage. Mais qui est-ce que l'Organisation mondiale de la Santé critique ? Israël !

N'y a-t-il aucune limite aux absurdités de l'ONU lorsqu'il s'agit d'Israël ? Apparemment pas, puisqu'en juillet, l'UNESCO a déclaré que le tombeau des Patriarches à Hébron était un site du patrimoine mondial palestinien. C'est pire que de fausses nouvelles, c'est de la fausse histoire ! S'il est vrai qu'Abraham, le père d'Ismaël et d'Isaac, y est enterré, c'est le cas aussi d'Isaac, de Jacob, de Sarah, de Rebecca et de Léa, qui se trouvent être les patriarches et matriarches du peuple juif. Cela, les membres ne le liront pas dans le dernier rapport de l'UNESCO. Mais s'ils le veulent, ils peuvent le lire dans une publication d'un peu plus de poids. Ça s'appelle la Bible. Je la recommande vivement. J'ai entendu dire qu'elle avait obtenu quatre étoiles et demie sur cinq sur Amazon. C'est un excellent livre. Je le lis chaque semaine.

Alors maintenant, soyons sérieux. Malgré les absurdités, malgré la répétition de ces événements grotesques, les choses changent. Lentement mais sûrement, il y a des signes de changement positif, même à l'ONU. J'apprécie hautement la déclaration du Secrétaire général, disant que le fait de nier le droit à l'existence d'Israël, c'est de l'antisémitisme pur et simple. C'est important, parce que trop longtemps, l'épicentre de l'antisémitisme mondial a été ici même à l'ONU. Et peut-être que cela prendra de nombreuses années, mais je suis absolument certain que la révolution qui s'opère dans les liens entre Israël et différents pays finira par être reflétée dans cette salle des nations. Je dis cela, parce qu'il y a également un net changement dans la position de certains de nos amis les plus importants. Grâce au soutien sans équivoque du Président Trump à Israël dans cette enceinte, ce changement positif ne cesse de se renforcer. Je remercie le Président Trump d'appuyer Israël à l'ONU et je remercie l'Ambassadrice

Nikki Haley de son soutien. Je les remercie de dire la vérité sur Israël.

Ici, à l'ONU, nous devons également dire la vérité sur l'Iran, comme le Président Trump l'a fait de manière si éloquente ce matin (voir A/72/PV.3). J'ai été Ambassadeur auprès de l'Organisation des Nations Unies et je suis depuis longtemps Premier Ministre d'Israël, j'ai donc écouté d'innombrables discours dans cette salle. Mais je peux dire ceci : aucun n'a été plus audacieux, aucun n'a été plus courageux ni plus franc que celui prononcé par le Président Trump aujourd'hui. Le Président Trump a dit à juste titre que l'accord nucléaire avec l'Iran était « une honte ». Je suis tout à fait d'accord. Voici pourquoi : l'Iran promet de détruire mon pays, chaque jour ! Son chef d'état-major l'a encore redit l'autre jour. L'Iran mène une campagne de conquête dans tout le Moyen-Orient. Et l'Iran est en train de mettre au point des missiles balistiques pour menacer le monde entier.

Il y a deux ans (voir A/70/PV.22), j'ai expliqué ici pourquoi l'accord sur le nucléaire iranien non seulement ne bloquait pas la voie de l'Iran vers la bombe, mais au contraire lui ouvrait la voie. La raison en est que les restrictions imposées au programme nucléaire iranien comportent ce que l'on appelle une « clause d'extinction ». Qu'il me soit permis d'expliquer ce que signifie cette expression. Cela signifie que, dans quelques années, ces restrictions seront automatiquement levées, non pas parce que l'Iran aura changé de comportement, ni parce qu'il aura réduit le niveau de la terreur qu'il sème ou les actes d'agression qu'il commet, mais tout simplement en raison d'un changement dans le calendrier. J'ai averti que lorsque cette date d'extinction adviendrait, une ombre sinistre serait jetée sur l'ensemble du Moyen-Orient et le monde, parce que l'Iran serait alors libre d'enrichir de l'uranium à une échelle industrielle, le plaçant au seuil d'un vaste arsenal d'armes nucléaires.

C'est pourquoi j'ai dit il y a deux ans que le plus grand danger n'était pas que l'Iran s'empresserait de fabriquer une bombe, rompant ainsi l'accord, mais qu'il serait en mesure de construire un grand nombre de bombes tout en respectant l'accord. Au cours des derniers mois, nous avons tous vu à quel point même quelques armes nucléaires peuvent être dangereuses entre les mains d'un petit régime voyou. Que l'on s'imagine le danger que représenteraient des centaines d'armes nucléaires entre les mains d'un vaste empire islamiste iranien, qui aurait les missiles pour les transporter n'importe où dans le monde. Je sais que

certaines continuent de défendre l'accord dangereux avec l'Iran, faisant valoir qu'il bloquera la voie de l'Iran vers la bombe. C'est exactement ce qu'ils ont dit au sujet de l'accord nucléaire conclu avec la Corée du Nord. Et nous savons tous quel en a été le résultat. Malheureusement, si rien ne change, cet accord aboutira exactement au même résultat.

C'est pourquoi la politique d'Israël concernant l'accord nucléaire avec l'Iran est très simple : il faut le changer ou l'annuler, l'améliorer ou le refuser. Rejeter cet accord signifie exercer à nouveau de fortes pressions sur l'Iran, notamment en lui imposant de lourdes sanctions, jusqu'à ce que ce pays détruise toutes ses capacités nucléaires. Améliorer l'accord suppose beaucoup de choses, dont l'inspection des sites militaires et de tout autre site suspect et la pénalisation de l'Iran pour chaque violation. Améliorer l'accord signifie surtout éliminer la clause d'extinction. Nous ne devons pas nous contenter d'améliorer ce mauvais accord, nous devons également mettre un terme au programme iranien de missiles balistiques et enrayer son agression croissante dans la région.

Je me souviens que nous avons eu ces débats. Comme les membres le savent, j'ai joué un rôle bien actif dans ces débats. De nombreux partisans de l'accord ont cru naïvement que celui-ci allait en quelque sorte modérer l'Iran et le transformer en un membre « responsable » de la communauté internationale. J'ai exprimé mon profond désaccord. J'ai prévenu que lorsque les sanctions imposées à l'Iran seraient levées, celui-ci allait se comporter comme un tigre affamé déchaîné – non pas pour rejoindre la communauté des nations, mais pour dévorer les nations l'une après l'autre. C'est précisément ce que fait l'Iran aujourd'hui. De la mer Caspienne à la Méditerranée, de Téhéran à Tartous, un rideau iranien est en train de tomber sur le Moyen-Orient. L'Iran étend ce rideau de tyrannie et de terreur sur l'Iraq, la Syrie, le Liban et ailleurs. Et il a fait part de son intention d'éteindre la lumière d'Israël. Aujourd'hui, je voudrais adresser un message tout simple au dictateur iranien, l'ayatollah Khamenei : la lumière d'Israël ne s'éteindra jamais.

Ceux qui menacent de nous anéantir s'exposent à un danger mortel. Israël se défendra avec toute la force de ses armes et toute la puissance de ses convictions. Nous mettrons tout en œuvre pour empêcher l'Iran d'établir des bases militaires permanentes en Syrie pour ses forces aériennes, maritimes et terrestres. Nous mettrons tout en œuvre pour empêcher l'Iran de

fabriquer des armes mortelles, en Syrie ou au Liban, avec l'intention de les utiliser contre nous. Et nous mettrons tout en œuvre pour empêcher l'Iran d'ouvrir de nouveaux fronts terroristes contre Israël le long de notre frontière septentrionale. Tant que le régime iranien voudra détruire Israël, l'Iran n'aura d'ennemi plus acharné qu'Israël.

Toutefois, aujourd'hui, je voudrais aussi adresser un message aux Iraniens, qui ne sont pas nos ennemis. Ce sont nos amis. Un jour, mes amis iraniens seront libérés du régime maléfique qui les terrorise, qui pend les homosexuels, qui emprisonne les journalistes, qui torture les prisonniers politiques et qui tire sur des femmes innocentes comme Neda Soltani, qu'on a laissée s'étouffer avec son propre sang dans les rues de Téhéran. Je n'ai pas oublié Neda, et je suis sûr que le peuple iranien ne l'a pas oubliée non plus. Quand le jour de la libération viendra enfin pour le peuple iranien, je ne doute point que l'amitié entre nos deux peuples anciens s'épanouira de nouveau.

Israël sait que nous ne sommes pas seuls face au régime iranien. Nous sommes fermement engagés aux côtés de ceux qui, dans le monde arabe, partagent nos espoirs pour un avenir plus radieux. Nous avons fait la paix avec la Jordanie et l'Égypte, dont je me suis entretenu avec le courageux Président hier soir, M. Abdel Fattah Al Sisi. Je me félicite du soutien du Président Al Sisi à la paix, et j'espère travailler en étroite collaboration avec lui et d'autres dirigeants de la région pour faire avancer la paix. Israël s'engage à faire la paix avec tous ses voisins arabes, y compris les Palestiniens.

Hier, le Président Trump et moi-même avons discuté très longuement de toutes ces questions. J'apprécie le leadership du Président Trump, son engagement à appuyer Israël et son engagement à promouvoir un avenir pacifique pour tous. Ensemble, nous pouvons saisir les occasions de faire la paix et ensemble, nous pouvons faire face aux grands dangers que pose l'Iran. L'alliance remarquable entre les États-Unis et Israël n'a jamais été aussi forte et aussi profonde. Israël est profondément reconnaissant de l'appui de l'Administration Trump, du Congrès américain et du peuple américain.

En cette année de visites historiques et d'anniversaires historiques, Israël a beaucoup de raisons d'être reconnaissant. Il y a 120 ans, Theodor Herzl a convoqué le premier Congrès sioniste en vue de transformer notre passé tragique en un avenir radieux grâce à la création de l'État juif. Il y a 100 ans, la Déclaration de Balfour a fait avancer le projet de Herzl en reconnaissant le droit du peuple juif à un foyer

national dans la patrie de nos ancêtres. Il y a 70 ans, les Nations Unies ont fait avancer ce projet en adoptant la résolution 181 (II), qui appuie la création d'un État juif. Il y a 50 ans, nous avons réunifié notre capitale éternelle – Jérusalem – grâce à une victoire miraculeuse contre ceux qui cherchaient à détruire notre État. Theodor Herzl était notre Moïse moderne, et son rêve est devenu réalité. Nous sommes retournés dans la terre promise, nous avons fait revivre notre langue, nous avons rassemblé nos exilés et nous avons construit une démocratie moderne et prospère.

Demain soir, les juifs du monde entier célébreront Rosh Hashanah, le début de notre Nouvel An. C'est un moment de réflexion, et nous jetons un regard en arrière avec émerveillement en pensant à la remarquable et miraculeuse renaissance de notre nation. Nous envisageons l'avenir avec fierté, car Israël continuera d'apporter des contributions remarquables à toutes les nations. Un simple regard permet de voir ces contributions au quotidien – la nourriture que les gens mangent, l'eau qu'ils boivent, les médicaments qu'ils prennent, les voitures qu'ils conduisent, les téléphones cellulaires qu'ils utilisent et de nombreuses autres façons par lesquelles nous transformons notre monde. On peut le voir dans le sourire d'une mère africaine dans un village éloigné, qui, grâce à une innovation israélienne, n'est plus obligée de faire huit heures de marche par jour pour apporter de l'eau à ses enfants. On peut le voir dans les yeux d'un enfant arabe venu en Israël par avion pour subir une opération du cœur qui lui a sauvé la vie. Et on peut le voir dans les visages des habitants des pays frappés par des séismes comme Haïti et le Népal, qui ont été sauvés des décombres et à qui des médecins israéliens ont donné une nouvelle vie.

Comme l'a dit le prophète Ésaïe : « Je t'établis pour être la lumière des nations, pour porter mon salut jusqu'aux extrémités de la terre. » Aujourd'hui, 2 700 ans après ces paroles prophétiques prononcées par Ésaïe, Israël devient une puissance montante parmi les nations. Et sa lumière brille finalement sur tous les continents, apportant espoir et salut jusqu'aux confins de la Terre. Israël souhaite au monde une bonne année.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de l'État d'Israël de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Benjamin Netanyahu, Premier Ministre de l'État d'Israël, est escorté de la tribune.

La séance est levée à 17 h 20.